16-30 JUIN 1972 BIMENSUEL 24e Année (Nouvelle Série). — N° 491

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

Points de vue sur la communication de la Commission épiscopale du Monde ouvrier aux évêques de la Commission épiscopale française.

I. — Un témoignage sur l'attitude d'ouvriers chrétiens socialistes à l'égard du communisme ..... 1

II. — CLAUDE HARMEL : Savoir de quoi on parle : Mouvement ouvrier, socialisme, marxisme, communisme .. 5

III. — HERVÉ LECLERC : L'Eglise de France et le socialisme : un nouveau « ralliement » ? ..... 12

T. NICOLAS. — Le IIe Congrès du D. K.P. ..... 15

ANDRÉ TONG. — Sihanouk au Nord-Vietnam et en Corée ..... 27

# Points de vue sur la communication de la Commission épiscopale du Monde ouvrier aux évêques de la Commission épiscopale française

## I. - Un témoignage sur l'attitude d'ouvriers chrétiens socialistes à l'égard du communisme

LE sujet dont il est traité dans la « *Communication* » que la Commission épiscopale du monde ouvrier a adressée, le 1er mai 1972, aux évêques de la Conférence épiscopale française paraît, de prime abord, échapper, pour une part, peut-être même pour l'essentiel, au domaine habituel de nos investigations. Savoir si l'adhésion au socialisme est compatible avec la foi chrétienne ne semble pas, au premier regard, relever de la soviétologie — pour user d'un mot qu'on doit à Boris Souvarine et qui désigne l'étude, dans son ensemble et sous tous ses aspects, du mouvement politique et intellectuel issu de l'interprétation que Lénine a donnée de Marx (1).

Il nous a pourtant semblé impossible de ne pas dire quelque chose d'un texte qui n'est en soi ni capital, ni décisif, mais dont l'importance comme témoignage ne saurait être exagérée, et nous avons donné la parole à deux de nos collaborateurs qui divergent dans leur attitude à l'égard de l'Eglise, ce qui ne peut manquer de se manifester dans les réflexions qu'ils proposent à nos lecteurs, même s'ils n'abordent pas directement les problèmes philosophiques ou religieux. S'il en était besoin, nous pourrions nous justifier en disant que personne, croyant ou non, ne peut rester insensible à la crise présente de l'Eglise catholique, des Eglises en général : elle tient une place de choix, prépondérante peut-être, dans le moment politique, dans ce qu'on a pris l'habitude d'appeler de façon banale, pompeuse et finalement peu significative : « la crise de civilisation », c'est-à-dire dans la confusion des idées et le désarroi des comportements que provoquent la massialisation accélérée des individus chaque jour un peu plus déracinés, désencadrés, et la multiplication des innovations de toutes sortes,

(1) Le texte de cette communication est cité d'après le journal *La Croix*, du 5 mai 1972.

une rapidité des changements qui donne le vertige, les hommes n'ayant jamais vécu encore au cours de leur histoire dans un monde où la part du nouveau fût chaque jour si grande.

Nous ne pensons pas toutefois avoir besoin de nous justifier, car il apparaît très vite à la réflexion que nous ne nous écartons pas de notre domaine autant qu'on pourrait le croire. D'abord, l'Eglise catholique a été longtemps un des bastions de la résistance au communisme, et tout ce qui l'affecte profondément risque de modifier le rapport des forces, d'inciter les communistes (et cela s'est fait, bien qu'avec une certaine lenteur) à remanier en conséquence leur dispositif. D'autre part, il n'est pas nécessaire de pousser très loin la lecture et l'analyse de la *communication* pour se rendre compte, non seulement qu'il y est question du communisme à peu près autant que du socialisme, mais encore que, plus d'une fois, ses auteurs parlent du socialisme comme s'il était le communisme et réciproquement. Enfin, le texte rapporte un certain nombre d'attitudes qu'il est indispensable de connaître pour mesurer les possibilités dont disposent les communistes d'élargir leur emprise sur des secteurs de la société française qui, jusqu'à ces dernières années, leur échappaient presque entièrement.

## UN TEMOIGNAGE

Ce sont ces informations que nous voulons d'abord recueillir et commenter.

Les évêques de la Commission épiscopale du monde ouvrier ont entendu des militants dont on nous a dit par ailleurs qu'ils appartenaient à l'A.C.O., c'est-à-dire à l'*Action catholique ouvrière adulte,* fondée en 1946, pour permettre aux anciens de la J.O.C., la *Jeunesse ouvrière chrétienne,* fondée en 1927, de poursuivre leur action. Ces militants étaient également membres, au moins une partie d'entre eux, d'organisations syndicales, et certains ont rallié la C.G.T. plutôt que la C.F.D.T. Toutefois, nous le soulignerons au passage, les positions qu'ils ont définies sont à peu de chose près celles des chrétiens syndicalistes de la C.F.D.T. et non celles des cégétistes.

« *Aucun de ceux que nous avons rencontrés* », disent les évêques, « *n'avait adopté le marxisme dans son intégralité, particulièrement son athéisme* ». (Si c'était le cas, ils pourraient difficilement se dire encore chrétiens !) « *Mais il y a des éléments importants du marxisme qui ont été assimilés par les travailleurs chrétiens* ».

Sans être nouvelle, la constatation mérite d'être retenue, et l'on regrette seulement que les évêques n'aient pas cherché à faire préciser quels étaient ces « *éléments importants* » que leurs interlocuteurs empruntaient à la doctrine de Marx. Compte tenu de la faiblesse, certaine, des connaissances des uns et des autres en fait de doctrines socialistes, on peut ranger parmi ces éléments l'idée que se font ces chrétiens socialistes de la révolution, encore qu'elle se trouve chez d'autres doctrinaires.

## VIOLENCE ET REVOLUTION

Ils l'ont exprimée ainsi :

« *Ils affirment que le passage du capitalisme au socialisme doit finalement se réaliser par une rupture, spécialement en ce qui concerne la propriété des moyens de production ; ils désirent qu'il puisse se faire d'une façon pacifique et, en principe, ils sont opposés à la violence. Mais ils craignent d'y être amenés malgré eux par la résistance des tenants du pouvoir* ».

Envisager le recours à la violence, bien des socialistes l'ont fait, sans avoir pour autant donné dans le bolchévisme. Ce qui frappe, c'est que la justification qui en est ici donnée est celle qui a cours dans le mouvement communiste international et donc dans le Parti communiste français depuis un peu plus d'une quinzaine d'années. Elle consiste à rejeter la responsabilité de la violence sur ceux qui voudraient s'opposer à la révolution. Si tout le monde laisse faire, il n'y aura pas de violence.

Il n'y a pas besoin d'être un casuiste très exercé pour reconnaître que le voyageur à qui l'on a dit : « la bourse ou la vie » ne porte pas la responsabilité de son assassinat parce qu'il a refusé de donner sa bourse.

## KHROUCHTCHEV AVAIT DIT

C'est en 1956, dans son rapport public au XX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, que Khrouchtchev a lancé ou relancé cet argument.

Voici, raccourci, son texte :

« Il est fort probable que les formes de passage au socialisme seront de plus en plus variées. Et il n'est pas obligatoire que la réalisation de ces formes entraîne en toutes circonstances la guerre civile. Nos ennemis aiment à nous représenter, nous les léninistes, comme des partisans de la violence toujours et en toutes circonstances. Il est vrai que nous reconnaissons la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste. C'est ce qui distingue les marxistes révolutionnaires des réformistes, des opportunistes. Il est hors de doute que, pour maints pays capitalistes, le renversement par la violence de la dictature bourgeoise et l'aggravation de la lutte de classe qui l'accompagne sont inévitables. Mais... quand on prétend que nous voyons dans la violence et la guerre civile l'unique moyen de transformer la société, cela ne correspond pas à la vérité.

« En avril 1917, dans les conditions de l'époque, Lénine admettait la possibilité d'une évolution pacifique de la révolution russe... Ce n'est pas notre faute si la bourgeoisie russe et internationale a organisé la contre-révolution, l'intervention armée et la guerre civile contre le jeune Etat soviétique et a obligé les ouvriers et les paysans à

prendre les armes. Comme on sait, dans les pays de démocratie populaire, on a pu se passer de la guerre civile.

« Le léninisme nous enseigne que les classes dominantes ne cèdent pas le pouvoir de leur propre gré. Mais une acuité plus ou moins grande de la lutte, *l'emploi ou le non-emploi de la violence pour passer au socialisme dépendent moins du prolétariat que de la résistance opposée par les exploiteurs, que de l'emploi de la violence par la classe exploiteuse elle-même* » (« *XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique* ». Recueil de documents édité par « Les Cahiers du communisme », supplément aux *Cahiers du communisme* de mars 1956, p. 46).

Les exemples historiques évoqués par Khrouchtchev appelleraient des commentaires quelque peu restrictifs. Bornons nous à montrer que, toujours disciplinés, les communistes français ont repris avec soin cette thèse.

## W. ROCHET A RÉPÉTÉ

Voici ce que disait Waldeck Rochet au 18^e Congrès du P.C.F., en janvier 1967 :

« Par suite de la victoire de la Révolution socialiste d'octobre et de l'avènement du socialisme dans de nombreux pays — circonstance qui a affaibli considérablement le système capitaliste dans le monde — il existe aujourd'hui des conditions nouvelles qui permettent à des pays comme la France d'emprunter un chemin différent, plus facile que celui qui fut suivi par les communistes russes en 1917.

« Certes..., le passage du capitalisme au socialisme, quelle que soit sa durée, constitue toujours un changement qualitatif, un bond révolutionnaire dans la mesure même où il comporte nécessairement l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange et leur socialisation. Mais... la théorie marxiste... ne donne pas de schémas pré-établis des formes et des moyens que la classe ouvrière et ses alliés doivent appliquer pour le passage à l'ordre nouveau.

« ...Longtemps, les dirigeants socialistes ont soutenu que l'opposition entre socialistes et communistes était irréductible parce que, selon eux, les communistes seraient invariablement et par principe pour la prise du pouvoir par la violence, par l'insurrection armée.

« A la vérité, pour les communistes, la violence révolutionnaire n'a jamais été un but en soi. Les communistes considèrent, au contraire, que la classe ouvrière est intéressée à l'accomplissement de la Révolution socialiste par des voies pacifiques qui permettent d'éviter le trouble et la désorganisation des forces productives. L'emploi de la violence n'est donc jamais le résultat d'une préférence des travailleurs. *Il dépend du degré de résistance des exploiteurs à la volonté du peuple, des formes de lutte dont ils font usage...* » (*Cahiers du communisme*, février-mars 1967, p. 62) (2).

(2) Il n'est pas inutile de noter que W. Rochet justifiait sa thèse en se référant au XX^e Congrès du P.C.U.S., sans toutefois nommer Khrouchtchev, en disgrâce depuis 1964.

Depuis lors, c'est des centaines de fois que les communistes ont repris cette thèse. Ils ont même réussi à l'introduire — au moins partiellement — dans les textes élaborés en commun avec les socialistes. Ainsi lit-on dans le « *premier bilan des conversations engagées entre le P.C.F. et le P.S. sur les conditions fondamentales d'un accord politique* » (22 décembre 1970) qu'après la prise du pouvoir par la voie parlementaire « *la majorité, menant une intense action politique, isolerait les forces réactionnaires et leur rendrait impossible l'utilisation de la violence* ».

Il est difficile de penser qu'il n'y a pas un lien entre cette thèse et celle des chrétiens socialistes entendus par les évêques.

## DES CHRETIENS A LA C.G.T.

Les chrétiens socialistes ne se bornent évidemment pas à des débats doctrinaux. Ils sont engagés dans l'action syndicale et dans l'action politique. Il n'est pas sans intérêt de chercher — d'après leurs déclarations — si cet engagement les conduit ou peut les conduire jusqu'aux organisations de masse dépendant du Parti communiste et jusqu'au Parti communiste lui-même.

« *Parmi les travailleurs que nous avons rencontrés, il y en a qui militent dans des organisations syndicales différentes* », écrivent les évêques et, selon toute vraisemblance, on ne sollicite pas abusivement les textes en pensant que certains des travailleurs en question adhèrent à la C.G.T. Les communistes, qui disposent dans cette confédération et ses principaux organes, de la majorité dans tous les centres de décision, se flattent encore, peut-être moins souvent aujourd'hui, qu'il y ait dans la C.G.T. plus de socialistes qu'à Force ouvrière et plus de chrétiens qu'à la C.F.D.T. et la C.F.T.C. Il se peut que cela soit vrai, mais pour que cette vérité fût pleine et entière, les communistes devraient ajouter qu'ils ne laissent guère de place aux socialistes et aux chrétiens dans les directions syndicales et, qui plus est, qu'ils interdisent aux uns et aux autres de se concerter entre socialistes ou entre chrétiens au sein de la confédération, d'y constituer des tendances afin de faire connaître leurs points de vue, alors que les communistes agissent avec une discipline parfaite au sein de la confédération, leur parti maintenant entre eux la liaison nécessaire. Le résultat, c'est qu'on serait bien en peine de citer des cas où la présence de chrétiens dans une organisation importante de la C.G.T. ait amené celle-ci à prendre une attitude en désaccord avec celle du parti communiste.

Sans doute, communistes et chrétiens pourraient-ils exciper de la présence au bureau confédéral de la C.G.T. d'un catholique, ou du moins d'un homme qui a appartenu autrefois à la J.E.C. (la *jeunesse étudiante chrétienne*) et dont rien ne permet d'affirmer, mais non plus d'infirmer qu'il n'est plus un croyant. Il s'agit de Jean-Louis Moynot, ingénieur de l'aé-

ronautique, secrétaire confédéral depuis 1967, et président de l'U.G.I.C.T., l'*Union des ingénieurs, cadres et techniciens*, affiliée à la C.G.T. Toutefois, Moynot n'est comme tous les secrétaires confédéraux non-communistes qu'un comparse impuissant, qui doit aux communistes son élévation au bureau confédéral, qui n'y resterait pas s'il cessait d'avoir leur confiance et qui n'a jamais tenu un propos qui ne fût rigoureusement dans la ligne.

D'ailleurs, Jean-Louis Moynot est entré au P.C.F. il y a un ou deux ans, on ne saurait donner la date avec précision, son adhésion étant demeurée clandestine.

## DONNER UNE DIMENSION POLITIQUE A L'ACTION SYNDICALE

« *Jusqu'ici* », continuent les évêques, *il y a peu [de ces ouvriers chrétiens socialistes] qui soient engagés dans un parti politique, mais ils sont de plus en plus persuadés non seulement que* l'action syndicale doit avoir une dimension politique, *mais aussi qu'il sera nécessaire de s'engager dans un parti politique* ».

Nul ne contestera à ces ouvriers chrétiens socialistes le droit de s'engager dans un parti politique : on le souhaite au contraire, car c'est là leur place, le parti politique étant dans une démocratie parlementaire une des institutions qui permettent aux citoyens de s'exprimer et d'agir. On n'en dira pas autant de leur intention de donner une dimension politique à l'action syndicale. Il y aurait là, si l'on peut dire, détournement d'institution ; les syndicats ont été autorisés par la loi et pourvus par elle de privilèges afin que les salariés aient à leur disposition une institution où se retrouver tous (quelles que soient leurs opinions politiques) en vue d'étudier et de défendre leurs intérêts en commun. Il est peu honnête (les évêques auraient pu le rappeler) de détourner ainsi une institution de son objet, surtout que, ce faisant, on prive les travailleurs (écartés des syndicats par l'engagement politique de ceux-ci) non seulement de l'organe juridique constitué pour leur défense, utilisé par les politiques à d'autres fins et qui, de ce fait, ne rend plus tous les services qu'on en attendait, mais encore de la possibilité d'être responsables, de participer pleinement à la gestion de leurs intérêts.

La nécessité de « *donner une dimension politique à l'action syndicale* » n'a pas été formulée avec la même netteté dans le « *document d'orientation* » que la C.F.D.T. a adopté lors de son grand congrès doctrinal de 1970. On y trouve même l'affirmation que les organisations syndicales n'ont pas vocation pour conquérir et exercer le pouvoir (3). Toutefois, les céhefdétistes déclarent, dans ce document, que le passage à la société socialiste (ce à quoi ils se sont voués) exige « *la maîtrise de l'ensemble de la société* », et donc « la *conquête du pouvoir politique au niveau de l'Etat* » (id. § 55). Ils doivent donc participer à la bataille politique :

« *En raison des responsabilités qui sont les siennes dans la réalisation d'un tel projet socialiste, à la fois social, économique et politique, la C.F.D.T. entend non seulement inciter les travailleurs* à traduire leur comportement syndical dans le domaine politique, mais aussi contribuer à la mobilisation de l'ensemble des forces populaires.

« *Ceci exige qu'au-delà de l'action strictement syndicale soient développées toutes les possibilités de contact et d'action en commun avec les organisations sociales, familiales, étudiantes, paysannes et* politiques, *etc., qui... partagent les mêmes préoccupations... En ce qui concerne la société à construire...*

« *Cette mobilisation doit se traduire* dans une action politique de masse *ayant pour but de permettre aux courants et aux forces politiques* d'instaurer le cadre politique *nécessaire à une société démocratique et socialiste...* » (§§ 73, 74, 75).

Le texte concluait en disant qu'il fallait « sans subordination des syndicats aux partis ou des partis aux syndicats », « *parvenir à une certaine convergence, à une certaine complémentarité* » (§ 80) entre l'action des uns et des autres.

C'est bien là donner une dimension politique à l'action syndicale — ce que les communistes ont toujours souhaité et qu'ils ont réalisé, sans hésiter, pour y parvenir, à provoquer la scission de la Confédération générale du travail à partir du moment où ils eurent réussi à mettre la main sur ses principaux organes de direction.

## L'ADHESION AU P.C.F. N'EST PAS EXCLUE

A quel parti les chrétiens socialistes devront-ils donner leur adhésion ?

« *Concrètement* », rapportent les évêques, « *ce serait au parti socialiste, porteur de leurs besoins et de leurs aspirations* » qui devrait recevoir leur engagement. « *D'autre part* », est-il dit plus loin, « *même parmi ceux qui sont éloignés du marxisme* » (ils ne le sont donc pas tous) « *beaucoup reconnaissent qu'un passage au socialisme ne peut se réaliser sans le parti communiste. Certains nous ont dit que l'inscription à un parti ou à une organisation syndicale ne signifiait pas nécessairement pour eux l'adhésion totale à l'idéologie sous-jacente à ce parti ou à cette organisation* ».

(3) On lit dans ce document : « *Afin d'éviter tout risque de confusion entre l'action syndicale et l'action des partis politiques et organisations associées à ceux-ci, la distinction doit être clairement observée et maintenue entre les organisations politiques, qui ont naturellement vocation à accéder au gouvernement et à exercer le pouvoir et les organisations syndicales qui n'ont pas cette vocation. Elle se concrétise notamment dans le non-cumul des mandats politiques et syndicaux* » (§ 78 du « document d'orientation » adopté par le congrès de mai 1970).

Les céhefdétistes tiennent d'autre part à protéger « *l'autonomie syndicale* » contre « *toute subordination du syndicalisme, avouée ou camouflée, à une force politique, parti ou Etat* » (id. § 76).

Deux affirmations sont ici à relever.

D'une part, l'alliance avec le parti communiste paraît à ces chrétiens socialistes non seulement possible, mais nécessaire.

On trouvait déjà cette idée dans le « document d'orientation » déjà cité adopté lors du dernier congrès de la C.F.D.T. :

> « Pour la C.F.D.T., le succès d'une action politique capable de sortir de la société capitaliste ne peut être le fait que de l'ensemble des forces socialistes, *y compris le P.C.F.* Elle considère que celui-ci ne saurait pour autant prétendre à la représentation exclusive des courants socialistes. Aussi, s'intéresse-t-elle à ce que font ou peuvent faire les hommes, les formations politiques existantes ou à naître qui, d'une part, posent l'avenir du pays en termes de transformation fondamentale de la société dans le but de créer une société démocratique et socialiste et qui, d'autre part, s'engagent à opérer ces transformations et à animer cette future société dans le respect des libertés démocratiques.
>
> « Une telle demande pourrait *favoriser l'évolution nécessaire du Parti communiste* et accélérer les transformations souhaitables dans les forces socialistes » (o. c. §§ 82-83).

Ainsi, les dirigeants de la C.F.D.T. sont de ceux qui, dans le jeu politique présent, pensent nécessaire l'unité d'action et peut-être plus des différentes forces socialistes avec le parti communiste. Malgré toutes les réserves qu'ils expriment ou suggèrent sur le caractère antidémocratique du parti communiste et de toute société dirigée par les communistes jusqu'à présent, connue, le passage de ces chrétiens dans le camp du socialisme n'a pas renforcé celui-ci dans sa volonté de résister au communisme. Il risque au contraire d'affaiblir ses défenses.

Seconde affirmation : on n'accepte pas tout d'un parti en s'y engageant. Si l'on comprend bien, cela veut dire qu'on peut entrer dans un parti, y compris le parti communiste, même si l'on n'accepte pas la totalité de son idéologie. Autrement dit, un chrétien peut parfaitement donner son adhésion au parti communiste sans pour autant professer avec lui que « la religion est l'opium du peuple », le produit de rapports sociaux donnés et qu'elle disparaîtra dans une société socialiste.

Certes, la plupart des partis politiques traditionnels n'exigent pas de leurs membres d'engagements autres que politiques et qui peuvent se justifier, sur le plan philosophique, par des conceptions fort diverses de la société, de l'homme et du monde. Chacun y apporte ses idées propres, et y peut côtoyer, s'il est athée, des croyants, s'il est spiritualiste, des idéalistes, des matérialistes, des positivistes. Il n'en va pas de même au parti communiste.

Est-ce que des chrétiens y auraient cependant adhéré (c'est le cas de Jean-Louis Moynot s'il est toujours croyant) sans se rendre compte que leur adhésion entraînait un mensonge, ou bien à leur engagement politique ou bien à leur foi ? On pourrait aussi penser qu'ils aient envisagé leur entrée au parti communiste comme l'infiltration d'éléments extérieurs chez l'adversaire pour en connaître les intentions ou en orienter l'évolution. Il semble bien que cette hypothèse doive être exclue.

Mais nous n'avions pas tort, on le voit, en considérant que la Communication épiscopale concernait aussi le soviétologue.

## II. - Savoir de quoi on parle : Mouvement ouvrier, socialisme, marxisme, communisme

LA « *Communication de la Commission épiscopale du monde ouvrier à la Conférence épiscopale française* » ne donne nulle part comme étant désormais celles des auteurs de cette Communication les idées et opinions « *des militants ouvriers chrétiens ayant fait l'option socialiste* ».

Les évêques ont écouté ces militants. Ils ont reconnu en eux des croyants authentiques (*en dépit* de leur option socialiste, eût dit sans doute l'Eglise traditionnelle, *grâce à elle*, en partie au moins, affirmeraient peut-être ces chrétiens socialistes), des militants chrétiens conscients d'accomplir une œuvre missionnaire dans le monde ouvrier, mais concevant cette œuvre « *non pas d'abord sous la forme d'une proclamation, mais sous la forme d'un témoignage qui fait mystère et qui amène un jour une interrogation : « Qui est Jésus-Christ pour toi ? Qu'est-ce que cela signifie dans ta vie ? »* Ils se sont alors demandé, (telle aurait été, d'après leur texte, la démarche de leur pensée) si les condamnations portées par l'Eglise contre le socialisme ne devaient pas être révisées, rapportées peut-être, compte tenu de l'existence de ces hommes qui unissent en eux ce qui paraissait incompatible, qui sont authentiquement chrétiens et qui se disent authentiquement socialistes.

Ils se sont ouverts des problèmes qu'ils se posaient à la suite de ces entretiens à la Conférence épiscopale française, mais aussi à l'ensemble des fidèles et même à l'opinion entière puisqu'ils ont laissé publier leur communication. On est en droit de s'étonner qu'ils aient ainsi reproduit tout à trac les opinions des militants consultés sans les avoir passées au crible de la critique, sans avoir mis le *contre* à côté du *pour*. Si c'est un dossier qu'ils soumettaient afin que chacun pût se faire une idée par lui-même, n'eût-il pas été conforme, sinon à la prudence dont ces prélats semblent lassés, du moins à la loyauté pédagogique, de fournir à tant de lecteurs qui ne pourront pas les réunir eux-mêmes tous les éléments de ce dossier ?

Il est vrai qu'ils n'étaient sans doute pas eux-mêmes en mesure de le faire.

Il est dit, dans la conclusion de cette Communication, datée du 1er mai — ce qui ne saurait être le fait du hasard — que ces rencontres avec des chrétiens socialistes ont montré « *une fois encore* » aux évêques combien, malgré leur bonne volonté, ils étaient « *loin du monde ouvrier, de son langage, de sa culture, de ses réactions spontanées et de ses aspirations fondamentales* ». Cet aveu plein d'humilité peut paraître étrange.. N'existe-t-il pas depuis plus d'un demi-siècle (pour ne parler que de la France) une *Confédération française des travailleurs chrétiens,* depuis près d'un demi-siècle une *Jeunesse ouvrière chrétienne ?*

La lecture de la Communication confirme pourtant cet aveu. Il saute aux yeux que ses auteurs ne savent pas toujours très bien de quoi ils parlent et, de toute évidence, ils étaient dans l'incapacité de faire la critique — au sens vrai du terme — des opinions énoncées devant eux par des militants qui, néophytes du socialisme, n'en connaissent pas assez l'histoire et ont pour lui encore trop d'entraînement passionnel pour donner à des interlocuteurs aussi mal avertis que les évêques qui les écoutaient une idée exacte de l'idéologie qu'ils ont embrassée.

## LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'IDÉE SOCIALISTE

Il est clair tout d'abord que ni les évêques, ni les militants ouvriers chrétiens socialistes qu'ils ont consultés ne savaient faire la distinction qui s'impose entre le *mouvement ouvrier* et le *mouvement socialiste.*

Plus familiers avec l'histoire du mouvement ouvrier et celle du mouvement socialiste, y compris dans les périodes les plus récentes et jusque dans le présent, ils n'auraient pas commis cette confusion, qui, pour être banale, n'en dénote pas moins, plus que de l'ignorance, une inintelligence complète des questions évoquées. Sans doute, les interférences entre les deux mouvements ont-elles été nombreuses, d'autant plus qu'elles ont été systématiquement recherchées, mais il suffit de se reporter à n'importe quelle étude (un peu ancienne) sur Marx et son œuvre pour constater que ses disciples de la première et de la deuxième génération faisaient mérite à Marx d'avoir réalisé la synthèse entre le mouvement ouvrier et l'idée socialiste.

Avant lui, le mouvement ouvrier marchait à tâtons dans les ténèbres tandis que l'idée socialiste se perdait dans le rêve et l'utopie. Marx a donné à cette idée socialiste un corps, une réalité concrète en l'incarnant dans le mouvement ouvrier, en, montrant que ce qui conduirait la société vers le socialisme, ce n'était pas les tentatives, toutes vouées à l'échec, de construire des communautés, des « colonies » à la manière de l'Icarie de Cabet, des « phalaustères » comme disait Fourier, pas même des coopératives de production, ainsi que le souhaitaient Buchez et les ouvriers catholiques qui rédigeaient *l'Atelier* (un nom et un titre que les évêques connaîtraient s'ils n'étaient ignorants que du socialisme). Le socialisme serait le produit inéluctable de l'évolution du régime capitaliste, de son mouvement même dont le moteur essentiel était la lutte des classes, la lutte de la classe ouvrière (mieux : du prolétariat) contre la bourgeoisie capitaliste, une lutte qui ne prendrait fin qu'au jour de la crise générale du capitalisme quand les prolétaires, ces fossoyeurs de la bourgeoisie que la bourgeoisie aurait engendrés elle-même, réduits à la pire misère en vertu de la loi de la paupérisation absolue, se soulèveraient sans que rien ne les retint, car ils n'auraient alors plus rien à perdre dans l'aventure que leurs chaînes.

Ne fallait-il pas qu'il y eut entre l'idée socialiste et le mouvement ouvrier au moins une divergence, sans doute même une contradiction pour qu'on pût faire gloire à Marx d'en avoir réalisé la synthèse ?

Il ne l'a réalisée, on le voit aisément, qu'au prix d'une mutilation exténuante du mouvement ouvrier, qu'il amputait de toute sa partie constructive. et le mouvement ouvrier a résisté à cette mutilation-là. Le mouvement socialiste n'a jamais réussi à se le subordonner entièrement. Il s'en faut même de beaucoup, et bien des praticiens du socialisme ont vu en lui un obstacle à la révolution qu'ils souhaitaient. Quand Jules Guesde, l'un des introducteurs du marxisme en France, dénonçait comme « une loi de police » la loi de 1884 autorisant la constitution des syndicats professionnels, quand il prétendait qu'elle n'était pas l'abrogation de la loi Le Chapelier, mais son renforcement, parce que par elle la bourgeoisie « qui ne désarmait pas » cherchait à détourner les ouvriers de l'action politique, de l'acion révolutionnaire pour les cantonner, les enliser dans l'action réformatrice, dans l'action syndicale qui n'était à ses yeux qu'une « impasse », il préludait à l'analyse qui, quinze ans plus tard, sera le point de départ de ce qu'on nomme aujourd'hui le marxisme-léninisme, une analyse qui conduisit Lénine à constater ce qu'on pourrait appeler *l'incapacité socialiste du mouvement ouvrier.*

Il écrivait en 1902 dans *Que faire ?* (fort, pensait-il, de l'autorité de Kautsky) : « *L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née de théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes par leur situation sociale des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démo-*

*cratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes* ».

C'est la même idée, la même constatation, que Claude Poperen exprimait récemment encore devant le Comité central du Parti communiste : « *C'est au Parti qu'il revient de donner à la classe ouvrière la conscience de classe qu'elle n'a pas spontanément* ». (*L'Humanité*, 29 janvier 1971.

Il faut que les évêques ne connaissent de l'histoire que ce qu'on en écoute aux portes de la propagande — ce qui est presque dire aux portes du mensonge — pour qu'ils aient accepté sans protester ce que leur disaient des informateurs mal informés, à savoir que « *très tôt, le monde ouvrier s'est orienté sous des formes diverses et parfois opposées vers le socialisme* » Cela n'est même pas vrai, on vient de le voir, du *mouvement* ouvrier : à plus forte raison ne peut-on pas le dire du *monde* ouvrier. Ce qui est vrai, c'est que, non pas dès l'origine (ce n'était le cas ni des saint-simoniens, ni des fouriéristes), mais assez tôt, des socialistes se sont orientés vers le mouvement ouvrier pour essayer de l'amener à eux, de lui inculquer leurs propres idées, de le mettre au service de celles-ci.

Voilà, pour ce qui est de la France, plus d'un siècle que se poursuit un effort continu et systématique pour amener à la fois le mouvement ouvrier et le monde ouvrier au socialisme. Si vraiment il y avait consubstantialité entre le socialisme et le mouvement ouvrier, il y a longtemps que la jonction serait faite et elle serait indestructible. Le bloc serait sans faille.

## MÉFIANCE OUVRIÈRE

Or, c'est tout autre chose que constatent les évêques ou leurs interlocuteurs ouvriers. On lit bien, dans la Communication, ceci : « *C'est un fait qui se manifeste à travers les sondages de l'opinion publique* » (si le fait était si patent, serait-il besoin de recourir à des sondages pour le mettre au jour ?) « *le monde ouvrier dans son ensemble est attiré vers le socialisme, qu'il s'agisse du communisme ou d'autres formes de socialisme* », et, nous est-il dit, « *ce fait est, pour [les] pasteurs, une vigoureuse interpellation* », mais il est reconnu tout aussitôt que cette attraction n'est pas universelle.

« *Sans doute, ce ne sont pas tous les travailleurs qui acceptent l'orientation socialiste. Les uns la refusent par motif religieux ; d'autres, par crainte du marxisme, estimant que l'orientation socialiste conduit nécessairement au marxisme et que le marxisme ne peut s'instaurer sans dictature ; d'autres parce qu'ils sont impressionnés par le niveau de vie des pays capitalistes ; d'autres, peut-être les plus nombreux, parce qu'il préfèrent la relative sécurité économique actuelle aux risques d'une révolution ; d'autres enfin, parce qu'ils recherchent résolument leur promotion individuelle au sein du régime capitaliste* ».

Laissons un instant le fait ici constaté de la non-adhésion d'une partie du monde ouvrier à l'idée socialiste. Les raisons qu'en donnent les évêques sont tout à fait remarquables. Trois d'entre elles au moins, celles auxquelles on semble attacher le plus d'importance, revêtent un caractère péjoratif : attachement excessif aux biens matériels, peur du risque, espérance égoïste de promotion individuelle, tels seraient les mobiles de ceux des ouvriers qui ne sont pas socialistes.

D'aucuns diront peut-être que cette analyse ne témoigne pas d'un esprit très charitable, d'autant plus que le procédé adopté est celui de l'insinuation, et non celui, somme toute plus amical, de l'interpellation directe, de la dénonciation brutale. Pourtant, ce n'est pas, selon toute probabilité, la charité qui est en cause, mais la compréhension. Et bien entendu, la compréhension relève aussi du cœur : mieux vaut toutetefois, de peur d'être injuste, ne faire ici de procès qu'à l'intelligence.

Les évêques ou leurs interlocuteurs n'ont pas vu (sans doute parce que certaines des valeurs qu'on dira, pour simplifier, proclamées par la Révolution française, sont demeurées étrangères à leur système de pensée et plus encore à leur sensibilité) que, dans le mouvement ouvrier le plus conscient comme dans le monde ouvrier le plus instinctif, le goût de la liberté, des libertés concrètes a joué et joue toujours un rôle capital dans la méfiance, quand ce n'est pas la répulsion, éprouvée à l'égard de tout ce qui se pare de l'étiquette socialiste. Bien plus que le socialisme, le mouvement ouvrier (disons le syndicalisme classique) a conservé de la philosophie du siècle des lumières non seulemenet un hédonisme indéniable, mais aussi un grand désir de libertés individuelles, si soucieux qu'on s'y soit montré de corriger ou de limiter les excès de l'individualisme essentiel du droit issu de cette philosophie. L'horreur viscérale de la communauté, la méfiance envers tout ce qui rappelle la corporation comptent parmi les mobiles qui, voici cent cinquante ans comme aujourd'hui, ont conduit les plus conscients et les authentiques militants du mouvement ouvrier à conser ver leurs distances à l'égard du socialisme.

Force leur est bien, aujourd'hui, de constater, quand ils considèrent à la fois la géographie et l'histoire, que l'ère des libertés civiques et civiles et leur aire — si l'on peut oser ce jeu de mots — coïncident assez exactement avec celles du capitalisme. Quand on aime la liberté, on ne peut manquer de prendre en considération ce qui est certainement tout autre chose qu'une coïncidence de hasard. Les évêques, eux, n'y sont pas sensibles : quel que soit présentement le remûment des idées dans l'Eglise catholique, il est clair qu'on n'y a pas encore pardonné (et peut-être moins que jamais) au libéralisme économique d'avoir partie liée avec le libéralisme politique et le libéralisme philosophique (au moins dans une certaine

mesure et quel que soit le rôle réciproque de chacun par rapport à l'autre, cause ou effet).

Ce que les évêques appellent l'attirance du monde ouvrier vers le socialisme mériterait également l'analyse. Elle n'est pas universelle, et de beaucoup s'en faut, ce qui est déjà décisif. De plus, l'attraction du socialisme s'exerce beaucoup moins largement que ne pourrait le laiser croire le nombre des voix recueillies par les candidats se réclamant du socialisme et du communisme. Non seulement il faut tenir compte des voix socialistes et communistes qui ne sont pas celles d'ouvriers (et elles forment une partie très importante du total), mais encore on doit se souvenir que beaucoup de ceux qui votent ainsi, ouvriers ou non, le font pour des raisons parmi lesquelles l'adhésion à l'idée socialiste est loin d'être la plus importante. Personne n'ignore que nombre de ceux qui ont donné leur voix, voire leur adhésion au Parti socialiste (et c'est vrai aussi pour le Parti communiste) l'ont fait, selon les temps, parce qu'il était anticlérical, ou parce qu'il était pacifiste, ou parce qu'il était anticolonialiste, ou encore tout simplement parce qu'il était l'opposition et qu'il offrait un exutoire aux mécontentements, bref, pour des raisons ou des mobiles qui, intrinsèquement, n'étaient pas socialistes. Il ne serait pas exagéré d'assurer que la majorité de ceux qui votent socialiste ou communiste n'a qu'une idée fort vague de « la propriété par le peuple tout entier des moyens de production et d'échange », de « la planification démocratique », de « l'autogestion » dans l'entreprise et de « l'autogestion généralisée », et qu'elle n'en souhaiterait pas la réalisation si elle en avait une idée plus précise.

Voilà qui diminue singulièrement la signification de « cette attirance du monde ouvrier dans son ensemble vers le socialisme » par laquelle les évêques se sentent si vigoureusement interpellés.

## SOCIALISME ET MARXISME

On ferait tort aux évêques et à leurs interlocuteurs en prétendant qu'ils confondent socialisme et marxisme de la même façon qu'ils confondent le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier. A plusieurs reprises, leur texte évoque la pluralité des formes dans lesquelles on prétend incarner l'idée socialiste. Ils savent qu' « *à l'intérieur d'une même orientation socialiste, il y a place pour plusieurs projets économiques ou politiques* ». Ils vont même jusqu'à noter que « *la diversité des projets s'est plus d'une fois changée en opposition* », que « *chaque organisation syndicale ou politique pense posséder la vérité et ne veut pas démordre de sa théorie* », que « *cette opposition entre les projets engendre parfois des divisions entre les travailleurs* ».

Cette constatation aurait dû les inciter à quelque prudence. Sans faire acte d'autorité, ils auraient pu inviter leurs interlocuteurs à se demander si ces querelles qui durent depuis bientôt un siècle et demi, depuis que l'on parle de socialisme, ne conseillaient pas d'y regarder à deux fois avant de se proclamer socialiste, parce que, ce faisant, on ne dit rien de clair, ni pour les autres ni pour soi-même. Opter pour le socialisme, on voit à peu près ce que négativement cela veut dire ; positivement, beaucoup moins bien.

Les évêques ne se sont pas laissés arrêter par cette difficulté, et ils ont suivi leurs interlocuteurs qui ont manifesté « *leur volonté d'aboutir à des positions communes acceptables pour tous* » et qui en voient la possibilité dans un rapprochement de leur conception socialiste avec celle des marxistes.

A différents endroits, le texte est sans tendresse à l'égard du marxisme (on le verra plus loin). Il n'empêche que c'est au marxisme que se réfèrent les chrétiens socialistes qu'ont entendus les évêques et ceux-ci ne semblent pas avoir opposé à leurs propos des réactions bien vives.

« *Les militants* », dit le texte, « *ont noté que toute analyse dite socialiste tend à se faire dans une perspective marxiste et avec l'aide des instruments d'analyse de cette perspective* ». (Une perspective a-t-elle des instruments d'analyse ?). « *On y trouve, disent-ils, à la fois une rigueur dans l'analyse des situations et un souci du bien commun* ».

Les évêques pouvaient difficilement ne pas se montrer troublés par ces affirmations, puisque l'Eglise a jusqu'à maintenant condamné le marxisme, mais ils n'ont pas eu à s'interroger beaucoup car la solution de la difficulté leur a été suggérée depuis longtemps : il suffit de distinguer entre la philosophie de Marx, le matérialisme historique, et sa doctrine économique, l'analyse du capitalisme et de ses lois.

## MATÉRIALISME HISTORIQUE ET SOCIALISME

Disons-le en toute sincérité : cette distinction est parfaitement légitime. Certes, on doit tenir compte de ce que l'analyse de Marx a été influencée, « informée », par sa conception de la dialectique : il a voulu à tout prix retrouver dans les mécanismes économiques et sociaux le système des contradictions qu'il avait dans l'esprit. Une fois qu'on le sait, on corrige ses analyses en fonction de cette espèce de coefficient personnel et elles redeviennent utilisables. Il est même tout à fait évident qu'on peut retenir beaucoup de son matérialisme historique, de son idée (moins originale en son temps qu'on ne le croit) que les faits économiques jouent un rôle déterminant sur l'évolution des institutions sociales et politiques et sur les idées elles-mêmes, sans pour autant adhérer à d'autres formes du matérialisme, ni au matérialisme psychologique, que Marx n'a d'ailleurs jamais ouvertemeent professé (on ne l'écrirait pas avec la même certitude d'Engels), ni à sa négation de l'originalité substantielle de la personne humaine.

Si les évêques et les chrétiens socialistes qui les ont informés avaient quelque connaissance en la matière, il suffirait de citer le nom de Jaurès pour montrer qu'il est possible d'utiliser une large partie des idées de Marx sans

pour autant cesser de croire à l'originalité de l'esprit par rapport à la matière pour user des termes de la philosophie classique.

## LE SOCIALISME, PRODUIT DU CAPITALISME ?

Cela dit, la difficulté n'est pas levée, car il reste toujours à comprendre comment des chrétiens, ayant à choisir parmi les socialismes, optent pour celui que Marx a marqué de son influence. Là encore, et si désagréable que cela soit, on ne trouve à invoquer que l'ignorance : ni les évêques, ni leurs interlocuteurs ne savaient très bien de quoi ils parlaient.

Cela saute aux yeux dès le premier regard. Marx aurait rugi si on lui avait dit que son analyse — qu'il prétendait et voulait scientifique — était inspirée par « *le souci du bien commun* ». Le bien commun, cette expression n'appartenait pas à son vocabulaire, et si, effectivement, en dépit de ses négations, le sentiment, la passion, des considérations morales ont souvent influencé, déterminé son jugement, ce fut pour l'essentiel à son insu : il se gardait — du moins le croyait-il — des entraînements du cœur.

Toute l'analyse de Marx — cette analyse dont les évêques paraissent trouver normal que leurs interlocuteurs se réclament — tend à montrer que le socialisme, le socialisme comme idée et le socialisme comme mouvement, est le produit du capitalisme. Il est le résultat de la lutte des intérêts matériels au sein du système capitaliste. Il a sa source dans la plus-value, dans le profit prélevé par les capitalistes (non par avidité personnelle, mais par nécessité) sur le travail productif des ouvriers. Et c'est parce que les exigences impérieuses du marché obligent les capitalistes à prélever un profit toujours plus massif, en valeur relative comme en valeur absolue, afin de réaliser les investissements auxquels ils sont contraints pour soutenir le choc de la concurrence que la classe ouvrière, prolétarisée et appauvrie, jettera un jour tout le système à terre.

Bref, si l'on traduit en langage psychologique et moral les résultats de l'analyse de Marx, c'est au niveau des intérêts matériels que se situe le conflit social, c'est de l'opposition des intérêts matériels que jaillit le socialisme. Le socialisme appartient ainsi au même système éthique que la philosophie capitaliste des intérêts.

Ils sont légion, les socialistes qui résistèrent longtemps et (on l'aurait cru) victorieusement à ces prétentions de Marx de ramener le socialisme à cette opposition des intérêts matériels. Depuis les travaux déjà anciens d'Henri de Man, on pouvait penser qu'ils avaient gagné leur cause et que ce qui n'était chez Jaurès qu'une intuition avait pris sous la plume du grand socialiste belge la force d'une démonstration scientifique.

De Man a montré que le socialisme ne pouvait pas être le produit du capitalisme, du conflit entre un prolétariat spolié et revendicatif et une bourgeoisie capitaliste spoliatrice. S'il en était ainsi, le socialisme serait d'autant plus puissant que le capitalisme serait arrivé à un plus haut point de développement. En conséquence, ce serait aux Etats-Unis que le mouvement ouvrier serait le plus profondément marqué par le socialisme ! C'est tout le contraire et il est très certain (Lénine avait raison) que la lutte des intérêts, la lutte de la classe ouvrière pour améliorer son sort par l'obtention d'une part plus grande du produit de son travail ne la conduit pas à renverser le capitalisme, mais à s'y intégrer.

Le socialisme est né, dans les vieilles sociétés européennes, du choc entre un système économique et social nouveau, le capitalisme et une mentalité sociale pré-capitaliste, formée, selon de Man, par l'expérienece sociale du régime féodal et de l'artisanat, la morale du christianisme et les principes juridiques de la démocratie. Autrement dit, le socialisme est d'origine psychologique ; il est d'origine morale ; il n'est pas, comme le prétendait Marx et comme le prétendent toujours ses disciples étroits, le produit d'un conflit matériel, le résultat d'un mécanisme économique.

Comment des chrétiens optant pour le socialisme n'ont-ils pas saisi la main qu'en quelque sorte de Man leur tendait ? Certes, usant, abusant même des brouillons et des notes que Marx écrivit avant sa naissance, comme aurait dit Hugo, avant d'être en pleine possession de son système de pensée, des marxologues catholiques ont tenté, depuis vingt-cinq ans, de montrer qu'une préoccupation éthique inavouée supportait l'immense édifice de la construction marxienne. Cela ne les a pas conduits, cela en tout cas n'a pas conduit les chrétiens qu'ils ont enseignés, à rejeter l'analyse marxiste. Tout au contraire, et si paradoxal que ce soit, ils ont ainsi accru parmi les chrétiens le prestige de l'analyse dont pourtant leur interprétation détruisait le fondement scientifique. Puisque Marx avait parlé d'aliénation avant d'être né, c'est donc qu'il croyait à l'existence d'une personne humaine (même s'il avait pris le soin — inutile — de railler dans son *Manifeste du Parti communiste* ceux qui écrivaient « *aliénation de la nature humaine au dos de la critique française du régime monétaire* »), et s'il croyait à l'existence de la personne humaine, alors son système était lavé de sa tâche originelle, absous du péché de matérialisme. Alors on pouvait en user sans crainte. Le fils prodigue rentrait au foyer paternel. On a tué le veau gras en son honneur — et tant pis pour les socialismes qui n'avaient pas trop déserté la maison ancestrale. On les a oubliés. Ils n'intéressent personne. On ne respire pas sur leurs habits l'odeur du monde interdit, le parfum du péché.

Littérature ? Peut-être, mais il paraît hors de doute que dans le penchant (le mot est faible) que tant de chrétiens éprouvent pour le marxisme, dans l'attirance, la fascination même qu'il exerce sur eux, l'attrait du fruit défendu entre pour une part et, pour une part aussi, ce besoin qu'ont les adolescents à l'âge de la puberté de prendre le contrepied de ce que leur

ont enseigné leurs parents : la crise de l'Eglise catholique évoque en effet par certains côtés la crise d'originalité juvénile.

## LES SÉDUCTIONS DU MARXISME

D'autres raisons expliquent qu'une fois franchi le premier obstacle — l'obstacle métaphysique — des chrétiens cèdent de plus en plus aisément aux séductions du marxisme. La rigidité du système, son dogmatisme ne sont pas pour choquer des catholiques : ils retrouvent là quelque chose de familier. Son aspect messianique — assez mal déguisé sous le masque d'un déterminisme scientifique — son idée que l'histoire a un sens et que les hommes, tout déterminés que soient leurs pensées et leurs actes, sont pour quelque chose dans cette marche de la société vers son but, vers ses fins dernières, offrent une idéologie (ou un vocabulaire) de rechange à des hommes à qui pèsent de plus en plus, semble-t-il, l'individualisation de la foi, la recherche du salut personnel, pour eux et pour ceux qu'ils dirigent. Ils croient retrouver dans le marxisme « la bonne nouvelle », l'annonce que ce monde va mourir, la promesse d'un nouveau royaume. L'eschatologie collective que l'Eglise catholique semblait avoir repoussée au second rang de son enseignement, reléguée peut-être parmi les données obscures du message qu'elle transmet de génération en génération reprend ici toute sa place. Inconsciemment, la transposition s'accomplit.

D'autres socialistes ont été à l'origine teintés eux aussi de messianisme, mais, de ce messianisme, la vie a bientôt effacé l'essentiel, et les socialistes de ces écoles-là ont rapidement consacré l'essentiel de leurs efforts à l'amélioration de la société réelle, de la société présente, tout comme si le Grand Soir était rejeté dans un lointain futur, tout comme s'il n'était qu'une belle espérance, trop incertaine pour qu'on y sacrifiât tout. Ainsi, l'Eglise catholique enseignait-elle à ses fidèles à vivre au mieux et loyalement leur vie humaine, tout comme si la fin du monde n'était pas pour demain et pourtant Il viendra comme un voleur de nuit, sans prévenir personne, au moment où peut-être on l'attendra le moins. Comment des hommes lassés de cette sagesse de l'Eglise, qui leur paraît résignée à un monde dont elle panse les plaies et qu'elle arme de patience mais qu'elle ne guérit pas, s'arrêteraient-ils, une fois engagés dans la voie du socialisme, à ces écoles socialistes qui ont laissé la mystique se changer en politique, abandonné les vastes espérances — vastes mais vaines — au profit des réalisations immédiates, délaissé les élans généreux et l'aventure pour une action de gagne-petit ?

Sans doute y a-t-il autre chose encore, dans cette attirance que l'analyse rend moins étrange. Les catholiques assimilent aisément communisme et marxisme : on verra que les évêques et leurs interlocuteurs ne s'en privent pas. Et sans doute sont-ils plus particulièrement séduits par ce que les communistes ont fait, sous l'influence de Lénine, de cette notion de parti (disons de « parti d'un type nouveau ») que Marx n'avait qu'ébauchée. Consciemment ou non, ils subissent l'influence de la comparaison souvent faite (en dehors des milieux socialistes) entre le Parti communiste et un clergé, ou encore entre le Parti communiste et un ordre militant comme celui des jésuites.

Alors ceux d'entre eux qui, au fond d'eux-mêmes, n'ont pas renoncé au secours que la possession d'un pouvoir temporel apporte dans le gouvernement des âmes, ceux-là en sont peut-être déjà venus à penser, plus ou moins obscurément, qu'un système communiste serait une constitution idéale pour une théocratie, que si l'on substituait l'Eglise au Parti comme animateur de toutes choses dans une société de type soviétique, celle-ci perdrait une grande partie de son inhumanité, tout en assurant l'asservissement des forces économiques aux valeurs morales, tout en permettant de substituer le sens du devoir, l'amour de Dieu à l'intérêt matériel comme mobile de l'effort producteur.

## MARXISME ET COMMUNISME

Les évêques et peut-être aussi leurs interlocuteurs ne sont pas tendres pour le marxisme, à en juger par certains passages de leur Communication. On a vu déjà qu'ils estimaient que des ouvriers s'écartaient du socialisme parce que, selon eux, le socialisme conduisait au marxisme et que « *le marxisme ne peut s'instaurer sans dictature* ». Plus haut, il était parlé de l'attitude sévère des papes « *vis-à-vis du marxisme matérialiste et persécuteur* ».

Ces duretés peuvent étonner quand on a constaté, comme on vient de le faire, l'indéniable attirance des interlocuteurs des évêques et des évêques eux-mêmes pour le marxisme. Peut-être est-ce là de leur part une sorte d'alibi. Peut-être aussi doit-on remarquer qu'ils citent, soit les papes, soit les ouvriers qui ne sont pas socialistes et qu'on ne peut donc assurer qu'ils reprennent les propos cités à leur compte. Mieux vaut admettre que leur pensée vacille et que tantôt ils parlent du marxisme lui-même, et tantôt le confondent avec le communisme.

Cette confusion éclate par exemple quand ils notent que « *même parmi ceux qui sont éloignés du marxisme, beaucoup reconnaissent qu'un passage au socialisme ne peut se réaliser sans le Parti communiste* ». Elle est tout aussi manifeste quand ils parlent de « *marxisme persécuteur* » et plus encore là où ils évoquent la nécessité de la dictature pour instaurer le marxisme.

Pour qui se soucie du sens des mots, une telle expression — instaurer le marxisme — ne présente vraiment aucun sens intelligible. On peut dire qu'on instaure une société de type socialiste, ou, par abréviation légitime, qu'on instaure le socialisme, le communisme. Le marxisme, quant à lui, n'a jamais été un type de société. Il est un système de philosophie qui enseigne que les sociétés évoluent selon des

lois propres, et que le mécanisme de cette évolution réside dans les faits économiques, eux-mêmes déterminés par le régime de la propriété On peut donc professer le marxisme, en imposer l'enseignement, contraindre les esprits d'y donner leur adhésion. C'est ce qu'ont fait les communistes : ils n'ont pas pour autant « instauré le marxisme ».

Peut-être trouvera-t-on que ce sont là bien des subtilités ? Mais, enfin, il faut savoir de quoi l'on parle. Les évêques prétendent avoir voulu éclairer le problème que pose l'option socialiste de certains chrétiens. Ils auraient dû commencer par essayer de savoir ce que pensent les chrétiens en question, s'ils pensent bien ce qu'ils croient penser, s'ils ont saisi le sens des mots dont ils se servent. Ce serait déjà en soi un résultat non négligeable.

Il est évident d'autre part que la confusion sert les communistes.

Au temps où ce qu'on pourrait appeler les marxistes de la première génération — il en existe encore — avaient en quelque sorte le monopole ou le quasi-monopole de l'interprétation de Marx, ils mettaient en évidence, presque du seul fait de leur existence, les aspects « volontaristes » et « utopistes » au sens marxiste du terme, des théories et de la pratique léninistes. Le communisme se trouvait ainsi contesté au nom du marxisme, réduit à la défensive sur son propre terrain et c'était là pour ses zélateurs une gêne qui n'était pas médiocre.

Aujourd'hui, tout ce qui va vers le marxisme va vers lui (si l'on excepte ce qu'en recueillent certaines sectes gauchistes). Même les efforts des marxologues catholiques pour mettre en évidence un certain « personnalisme » qu'ils prétendaient avoir découvert à l'arrière-plan inconscient du système de Marx ont finalement servi les communistes alors qu'on escomptait qu'ils les desserviraient. Comme il arrive souvent quand on mène une attaque de façon oblique, l'arme a été retournée contre ceux qui s'en servaient. On prétendait ébranler les assises matérialistes du communisme en ressortant des manuscrits de jeunesse de Marx — abandonnés par lui à « *la critique rongeuse des souris* » — les formules sur l'aliénation, en construisant à partir d'elles toute une explication fort peu orthodoxe du système de Marx et finalement ces théories de l'aliénation ont été l'un des meilleurs véhicules de la pénétration marxiste, puis communiste dans l'Eglise.

Peut-être ne serait-il pas tellement hasardeux de prétendre que le marxisme, un moment, tant qu'on a su le distinguer du communisme, a été comme un verrou à l'expansion intellectuelle et donc politique du communisme. Quand le verrou a sauté (il n'avait pas encore sauté tout à fait à la veille de la guerre), le communisme a vu s'ouvrir à lui d'immenses domaines : de proche en proche il a pu annexer tout l'héritage doctrinal de la gauche, y compris — ce qui est un comble — la gauche libérale. N'a-t-on pas été jusqu'à entendre un jour, en Sorbonne, Thorez revendiquer Descartes ? Il s'en est suivi une effroyable confusion des idées qui a durablement marqué les générations qui ont fait leurs études entre 1944 et 1968 (la révolution de mai 1968 ayant été, de ce point de vue, une tentative en grande partie inconsciente pour secouer le joug de l'impérialisme intellectuel du communisme orthodoxe). C'est dire que les conséquences de cette confusion sont loin d'avoir fini de se faire sentir. Elle joue d'ailleurs aussi son rôle dans la crise de l'Eglise. Sans elle, les interlocuteurs ouvriers des évêques auraient mieux su de quoi ils parlaient, leurs auditeurs de quoi on leur parlait. Les uns et les autres n'auraient pu qu'y gagner, et beaucoup d'autres avec eux.

***

Quel paradoxe ! La confusion entre marxisme et communisme était le fait naguère ou bien des réactionnaires que l'on dira classiques ou bien de ceux que l'on désigne, en simplifiant beaucoup, du nom de fascistes. Aujourd'hui, ce sont les chrétiens progressistes qui confondent l'un et l'autre.

Ce serait assurément donner dans la calomnie, au moins dans la médisance, que d'insinuer que, pour quelques-uns au moins, l'enseignement reçu hier, quand ils condamnaient tout en bloc, les prédisposait, en ces temps où le courant des idées s'est inversé, à accepter également tout en bloc. En tout cas, il y a dans les attitudes apparemment contraires des éléments analogues, ne serait-ce que le manque d'esprit critique.

Il est légitime que le cœur ait sa part dans les jugements, mais à condition qu'il laisse la sienne à ce qui est proprement la faculté de juger.

L'intelligence doit suivre la foi ? Soit, mais à la condition qu'effectivement elle suive.

Claude HARMEL.

**Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.**

# III. - L'Eglise de France et le socialisme : un nouveau " ralliement " ?

LE journal *La Croix*, daté du 5 mai 1972, a publié, sur huit colonnes, un document intitulé : « *Communication de la Commission épiscopale du monde ouvrier aux évêques de la Conférence épiscopale française* ». D'après le commentaire du journal *Le Monde* (1), assez proche de ce milieu pour en être l'interprète, il s'agirait de l' « examen de conscience » d'une quinzaine d'évêques, examen destiné à leurs confrères (ce qui n'a pas empêché qu'on le livre « officiellement » aux journalistes). On y trouve, dit *Le Monde*, moins de réticences à l'égard du socialisme que n'en comportait la dernière lettre *Octogesima Adveniens* du Souverain Pontife, car il manifeste pour la thèse de ses interlocuteurs ouvriers, engagés dans le socialisme, « *une compréhension à travers laquelle il est difficile de ne pas déceler une certaine sympathie* ». C'est vraiment le moins que l'on puisse dire...

Pour notre part, laissant à plus compétent que nous le soin d'analyser la valeur sociale du document, nous voudrions ne l'aborder qu'au plan de la cohérence strictement religieuse. Et ici la première chose qui frappe est le caractère à la fois ambigu et *hiérarchiquement* insignifiant de ce travail. Il s'agit, en effet, nous dit-on, de la « première étape » d'une réflexion dans un dialogue (...). « *Ce n'est pas un document doctrinal* » et « *il n'engage l'Eglise de France en aucune façon* ». Il n'est destiné qu'aux évêques (2). Bref, une espèce de brouillon, si l'on peut dire, mais étalé sur une double page de *La Croix*, comme s'il s'agissait d'une Encyclique. C'est-à-dire, en bon français, que nous sommes bel et bien en présence d'un « ballon d'essai » qui deviendra officiel s'il ne suscite pas de réaction importante, et qu'il sera possible de « ravaler », au contraire, s'il en provoque. Le Rubicon ne sera franchi qu'à l'occasion de la prochaine Assemblée générale d'octobre, mais la publicité donnée au document manifeste à suffisance les arrière-pensées de ses auteurs.

Cette précaution prise, ceux-ci entrent à pleines voiles dans leur odyssée socialisante. Ils nous apprennent d'abord que l'inspiration leur en est venue à la suite d'entretiens avec *des* militants ouvriers chrétiens. En vertu de quels critères ces militants ont-ils été choisis ? Avec quelles précautions quant à leur qualité représentative ? Comment se fait-il que les élus aient *tous* été porteurs d'une « option socialiste » ? Personne ne nous le dit, mais nous nous en doutons... Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le syndicalisme chrétien authentique, celui de la C.F.T.C., n'y a point participé, ainsi qu'il résulte de la lettre du secrétaire général, Maurice Roy (3). Mais, on n'ignore plus, d'autre part, depuis le récent *Colloque de Strasbourg*, que la recette de certains responsables pour remplir leurs séminaires, devenus déserts, consiste à choisir la politique comme ressort de l'apostolat. Et comme la mode est de tout voir maintenant à travers l'analyse marxiste, cette politique indispensable ne peut plus être que socialiste. En fait, il a toujours été plus facile de former des « agit-prop » que des saints.

***

Entrons dans le vif du sujet, ce sera pour nous apercevoir, avec une stupéfaction attristée, de l'extraordinaire carence philosophique dont témoigne le document épiscopal. D'abord, ce qui était encore il y a un instant *des* travailleurs, soit une fraction apparemment minoritaire du monde ouvrier, un échantillon relatif et contingent, devient désormais *les* travailleurs, c'est-à-dire le monde ouvrier *tout entier*, au nom duquel tout ce que l'on se prépare à exprimer plus loin va prendre une valeur authentique et absolue de témoignage global. Ensuite, sans annuler les condamnations pontificales les plus formelles contre le socialisme (il ne manquerait plus que cela !), on nous prie gentiment de les replacer dans leur cadre historique, comme si un *système* dénoncé, avec les motifs, pour son caractère pernicieux, en 1931 par exemple, pouvait avoir perdu son vice intrinsèque grâce à l'alternance des saisons et à la chute des feuilles du calendrier. Si l'on avait parlé d'une condamnation des « socialistes », il y aurait matière à examen. Parlant du socialisme, il n'y en a pas.

Mais, au fait, qu'est-ce que ce *socialisme* auxquels les interlocuteurs ouvriers adhèrent si complaisamment, au point de vouloir y convertir leurs évêques ? C'est ici qu'apparaît l'effrayante confusion où nage l'esprit des quinze Pasteurs. Dieu sait, en effet, que s'il existe dans le monde des idées un concept vague, équivoque, impossible à appréhender avec un minimum de connotations absolues, c'est bien le concept de *socialisme*. Werner Sombart, citant Griffiths, prétendait qu'il y avait 261 définitions différentes du socialisme ! Il eût été primordial, en tout cas, de situer d'abord ce socialisme que l'on s'apprêtait à baptiser et il ne suffit pas de renvoyer, en note, à *Octogesima Adveniens*, qui n'en donne pas davantage de définition univoque. Nous allons donc flotter durant les huit colonnes du document sur un socialisme imprécis, mouvant, chatoyant comme l'océan du vieil Homère, tantôt carpe et tantôt lapin, selon les besoins de la cause. S'agira-t-il du socialisme des lager à la russe, ou du socialisme lavage de cerveaux à la chinoise ; du socialisme de travaux forcés à la cubaine ou du socialisme insaisissable à la mode de Tito ; du socialisme à l'allemande, anticommuniste depuis 1959 ; du socialisme à la suédoise, mi-capitaliste et mi-étatiste ; du so-

(1) *Le Monde*, 5.5.1972.
(2) *Le Monde*, ibidem.
(3) *Bulletin du Centre d'Etude des Entreprises*, 15 mai 1972.

cialisme à l'anglaise, qui n'est plus que du trade-unionisme ; ou du socialisme français, dont Proudhon disait qu'il n'était « *rien du tout* » (ainsi qu'il s'efforce, d'ailleurs, de le démontrer chaque jour) ? Cette équivoque du mot socialisme s'affirme d'autant plus que nos évêques et leurs interlocuteurs ouvriers prennent garde de ne se référer à aucun exemple précis, si bien que leur « option socialiste » demeure incapable de se faire le support d'un raisonnement rigoureux et d'une démonstration satisfaisante. C'est sur ce mollusque insaisissable, sur ce néant philosophique qu'on nous invite à faire un examen de conscience, bâtissant ainsi une conviction sur le vide.

Pour aider bénévolement nos évêques dialoguants, nous avons pensé un instant leur suggérer une porte de sortie. A défaut d'une définition abstraite du socialisme, on aurait pu s'en tenir au dernier critère encore valable, celui de l'expérience historique. Il eût été possible peut-être, comme en mathématiques, d' « *imaginer* » un socialisme idéal réunissant les caractères formels de *tous* les sytèmes en vigueur et que l'on eût appelé « *le socialisme* », uniquement pour les besoins de la démonstration. Mais alors quelle catastrophe ! Ce ne serait partout que désastre économique, oppression sociale, négation totale ou partielle des droits de l'homme, persécution de la pratique ou même de la foi religieuse, bref, un socialisme où nos braves ouvriers chrétiens auraient eu bien de la peine à trouver les éléments d'une « option ». D'où il résulte que le *socialisme* auquel se réfèrent Nosseigneurs les Evêques est le type classique de la *fausse idée claire*, dans un raisonnement qui ne repose plus que sur du vent. Il ne suffit pas d'essayer de préciser le socialisme par son seul idéal abstrait, ses nobles aspirations et son langage humanitaire. Gribouille, lui aussi, nourrissait la très légitime ambition de ne pas être mouillé... Le « modus faciendi » garde tout de même son importance.

La confusion d'esprit n'exclut pas l'ignorance (Clemenceau disait : « on peut cumuler ») et celle-ci éclate à tous les paragraphes de la lettre-brouillon. Au chapitre II de ce pensum, après avoir noyé le capitalisme dans un océan de reproches, à côté duquel, cette fois, ils ne trouvent plus les excuses que leur suggérait le socialisme, nos évêques ne craignent pas d'admettre que l'option socialiste « *passe par le marxisme* » à cause du souci que ce dernier aurait « *du bien commun* » (sic). On nous permettra de trouver étonnant un pareil langage sous la plume de personnages qui ne devraient tout de même pas ignorer ce qui est l'essence du bien commun pour des catholiques. Quand on se réfère, en effet, à ce Concile Vatican II, où les progressistes eux-mêmes veulent voir un cinquième Evangile, on lit textuellement dans *Gaudium et Spes* : « ... *L'Eglise est à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine* » (G.S. 76, 2). Adopter le marxisme, dont le matérialisme philosophique nie essentiellement le caractère « transcendant » de cette personne humaine, nous paraît cadrer assez mal avec cet esprit du *Concile* dont on prétend animer toute la pastorale. Il y a mieux encore dans le document de *La Croix*, qui ajoute : « *beaucoup reconnaissent* (c'est donc une évidence que l'on ne discute même plus., N.D.L. R.) *qu'un passage au socialisme ne peut se réaliser sans le Parti communiste* » (chapitre II, § 7). Ce « bien commun » qui serait ainsi représenté par le choix communiste aurait vraiment de quoi faire sourire, s'il ne faisait d'abord trembler, et les « interlocuteurs ouvriers » auraient pu demander là-dessus l'avis de leurs camarades de Berlin-Est, de Poznan, de Varsovie, de Dantzig et de Kaunas où les apôtres du « bien commun » se sont laissés aller aux massacres que l'on sait. Mais peut-être nos évêques ne lisent-ils plus, déjà, que les journaux « socialistes » ? Ils devraient savoir, en tout cas, que les décrets d'excommunication de 1949 et 1959 sont toujours en vigueur (4).

Pareillement, quand ils reproduisent l'idée que le communisme doit son origine aux excès du capitalisme, on pourrait se demander s'ils ont jamais entendu dire que ce communisme est une chose pratiquement inconnue dans les pays précisément les plus capitalistes qui s'appellent : Angleterre et Etats-Unis. Bref, quand nos évêques insistent, au même chapitre, sur la nécessité d'une « éducation politique de base », on est tenté de leur offrir tout de suite, à eux-mêmes, un abonnement d'un an à ce type d'éducation...

***

Là où l'ironie n'est plus de mise, c'est au moment où l'ignorance de nos quinze Pasteurs se développe et s'épanouit sur le plan religieux.

Lorsque, dans leur note n° 3, ils adhèrent aux critiques que certains font à l'Eglise d'avoir toujours légitimé l'ordre établi et d'avoir surtout compté, pour vaincre l'injustice, sur la résignation, la charité et la conversion intérieure, savent-ils qu'ils révoquent du même coup le « *Rendez à César...* » et le « *il y aura toujours des pauvres parmi vous* », c'est-à-dire l'Evangile le plus authentique.

Lorsque, dans leur note n° 10, contre la tentation de l'Argent, ils renvoient à Matthieu V, 24 (« *Vous ne pouvez servir Dieu et la richesse* »), savent-ils que le verset suivant prêche avec insistance la primauté du souci spirituel sur les préoccupations purement terrestres qui sont précisément les seules à occuper les huit colonnes de leur document ? Et quand ils citent l'épître de Saint-Jacques, chapitre V, verset 1, qui semonce les riches, pourquoi oublient-ils aussitôt le verset 7, lequel exhorte à la douceur et non à la violence révolutionnaire ? Quand, dans leur note n° 14, ils félicitent leurs interlocuteurs ouvriers de vouloir « *vivre le Christ* », pourquoi prennent-ils pour seule référence un texte de *l'Action Catholique Ouvrière*, où l'on voit dans cette vie chrétienne

(4) *Documentation Catholique* du 13.4.66, n° 1470.

uniquement une participation au combat de classe, comme si l'existence du Christ n'avait été qu'une succession de revendications, de grèves, de menaces et de bagarres ? Quand ils reprochent à l'Eglise de « n'avoir pas découvert l'enjeu humain du combat pour la justice » (chapitre 1, § 2), ont-ils seulement entendu parler de Mgr de Bonald, à Lyon ; de Mgr Affre, à Paris ; de Mgr Giraud, à Cambrai ; de Mgr de Marguerye, à Autun ; de Villeneuve-Bargemont, d'Ozanam (tout ceci avant 1850), d'Albert de Mun, de Le Play, et d'encycliques qui s'appellent *Rerum Novarum, Quadragesimo Anno* et *Pacem in Terris* ? Quand ils affirment « la cohérence profonde entre la vision évangélique des Béatitudes et celle qu'inspire le projet politique » (socialiste), nos évêques se rendent-ils compte qu'ils répètent textuellement l'hérésie du *Sillon*, condamnée expressément par Pie X ?

En fait, ce qui effraie le plus au plan religieux, dans les deux pages de *La Croix*, c'est l'étonnante ignorance de la *doctrine sociale de l'Eglise*, dont il n'est jamais fait mention comme telle et qui est même *contredite* presque à chaque ligne. Si *Quadragesimo Anno* est à peine citée au passage (pour la remettre d'ailleurs vertement à sa place « dans son cadre historique »), on n'y trouve pas un mot de *Mater et Magistra*, ni des réserves explicites de Paul VI *contre le socialisme* dans la toute récente *Octogesima Adveniens*. Quant à la *Divini Redemptoris* et à sa condamnation sans appel du communisme « intrinsèquement pervers » (§ 58), il n'est pas besoin de dire qu'elle est soigneusement ignorée. Dans l'ensemble, d'ailleurs, toute la doctrine sociale de l'Eglise, depuis l'encyclique « *Qui Pluribus* » de 1846 jusqu'au discours de Fatima en 1967, est absente de ce document, comme si elle n'existait pas. Cette même doctrine qui, d'après Pie XI, est cependant « *définitivement fixée* et *obligatoire* » (discours à *l'Action Catholique Italienne*, 29 avril 1945) et qui s'est vu officiellement confirmée encore par la *Mater et Magistra* et par le Souverain Pontife actuel.

En effet, recevant, le 30 avril 1971, un pélerinage d'ouvriers allemands, Paul VI leur disait : « *La société ouvrière catholique n'a pas besoin de rechercher d'enseignements sociaux d'autre inspiration idéologique* » (« Die katholische Arbeiterschaft braucht nicht Ausschau zu halten nach weltanschaulich anders orientierten Soziallehren »). « *Le message de Jésus-Christ*, interprété par les enseignements sociaux des Pontifes et du Concile, *contient tout ce qui est nécessaire à l'homme pour son bonheur terrestre et pour garantir sa dignité* ». « Die Botschaft Jesu Christi durch die Soziallehren der Päpste und des Konzils interpretiert wird, beinhaltet die ganze Fülle dessen was dem Menschen zu seinem Glück auf Erden und zur seiner Würde notwendig ist » (*Osservatore Romano*, 1-5-1971). Il est difficile d'être plus net.

Cette omission invraisemblable de la part de la Hiérarchie française, si elle ne s'explique point par l'ignorance, revêtirait cependant un caractère encore plus grave dans la mesure où elle signifierait une volonté de se soustraire à l'enseignement social de l'Eglise, là où celui-ci condamne précisément ce socialisme ami pour lequel nos évêques semblent avoir opté. Car la *Quadragesimo Anno*, par exemple, est formelle. Distinguant le socialisme révolutionnaire d'un socialisme modéré que l'on présentait déjà en 1931 comme le « visage humain » du marxisme, Pie XI le repoussait explicitement « dans la mesure, disait-il, où il demeure vraiment le socialisme » (...). Et il ajoutait :

> « Nombreux sont les catholiques qui, voyant bien que les principes chrétiens ne peuvent être ni laissés de côté, ni supprimés, semblent tourner les regards vers le Saint-Siège et nous demander avec insistance de *décider* si ce socialisme (le plus modéré) est suffisamment revenu de ses fausses doctrines, pour pouvoir, sans sacrifier aucun principe chrétien, être admis et, en quelque sorte, baptisé. Voulant, dans notre sollicitude paternelle, répondre à leur attente, Nous *décidons* ce qui suit : qu'on le considère *soit comme doctrine, soit comme fait historique, soit comme « action »*, le socialisme, *s'il demeure vraiment socialisme* (même après avoir concédé à la vérité et à la justice ce que Nous venons de dire), *ne peut pas se concilier avec les principes de l'Eglise catholique : car sa conception de la société est on ne peut plus contraire à la vérité Chrétienne* » (§ 117).
>
> « Que si le socialisme, comme toutes les erreurs, contient une part de vérité, il n'en reste pas moins qu'*il repose sur une théorie de la société qui lui est propre et qui est inconciliable avec le christianisme authentique* » (...) « Socialisme religieux, socialisme chrétien sont des contradictions : *personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste* » (§ 119).

C'est cet enseignement solennel, intégré depuis plus de quarante ans dans la doctrine sociale de l'Eglise, que nos quinze évêques du monde ouvrier semblent vouloir tenir pour non-avenu. Non seulement ils l'ignorent et ils le contredisent, mais certaines de leurs expressions donneraient à penser qu'ils entendent même faire la leçon aux Papes. « *On devrait reconnaître l'idéal de libération auquel ils (les socialistes) se consacrent depuis plus d'un siècle* » (chap. 1, § 2). « *L'Eglise a-t-elle pris au sérieux un tel projet humain ?* » (ibidem). « *Ce silence des Pasteurs est difficile à comprendre* » (ibidem). Nos évêques parlent plus loin de : « *l'incapacité de l'Eglise à saisir de l'intérieur le projet de libération humaine* » (chap. I, § 3) et d' « *une Eglise qui méprisait leurs aspirations les plus nobles* ». Grosjean, en remontrant à son curé, faisait-il rien d'autre que ce que font ces évêques en parlant des prédécesseurs de Paul VI et peut-être du Pape lui-même ?

***

Au-delà de cette désinvolture à l'égard des Souverains Pontifes, on se demande finalement s'il n'y a pas, en fait, une volonté déli-

bérée de contredire à la fois la lettre et l'esprit de toute la Doctrine sociale, pour y substituer un enseignement nouveau. On voit déjà nos quinze évêques verser dans un quiétisme très « vingtième siècle », en vertu duquel TOUS les hommes doivent être sauvés (chap. III, § 2) et dans une espèce de Monophysisme 1972 où la Trinité se rétrécit à la seule personne de Jésus (chap. III, § 3). De là à extrapoler plus loin encore, il n'y a qu'un pas vite franchi. Les huit colonnes de leur « Communication », où il n'est pratiquement traité que des besoins matériels et des aspirations politiques du mouvement ouvrier donnent déjà l'impression que le Royaume de Dieu se borne finalement aux choses de ce monde et nous voguons désormais en plein *naturalisme*. On nous prépare, semble-t-il, une chrétienté exclusivement centrée sur les soucis terrestres de l'homme, un nouveau christianisme populaire et démocratique, une espèce de pop-christianisme au niveau des Maisons de Culture et des rassemblements hippies. De plus, en vertu d'une théologie morale aberrante, les quinze évêques déclarent ne pouvoir demeurer insensibles aux aspirations (socialisantes) de la classe ouvrière, comme si l'ampleur de ces aspirations suffisait à leur conférer une justification quelconque (il existe également une aspiration croissante à l'hédonisme, à l'évasion et au psychédélisme. Les approuvera-t-on pour autant ?). C'est ainsi que cette Pastorale des quinze évêques tend à conférer une valeur messianique au mythe du prolétariat et à dénaturer, dans son essence, le message du christianisme authentique.

Quoi qu'il en soit de ces considérations d'allure théologique, mais qui ne relèvent dans notre esprit que d'un souci laïc (et légitime) de défense sociale, il n'en reste pas moins que la « *Communication* » des évêques du monde ouvrier constitue une sorte de nouveau « *Ralliement* ». Non plus au régime républicain, mais à l' « option socialiste ». La comparaison n'est pas tellement excitante du simple point de vue de la religion, quand on se rappelle que l'initiative du cardinal Lavigerie (1892) n'épargna au catholicisme français ni la mise en fiches des officiers allant à la messe (1901-1904), ni l'inventaire violent des biens d'Eglise (dès 1906). On espère tout de même, pour les quinze évêques de *La Croix*, que leur nouveau ralliement leur vaudra l'indulgence des prochains commissaires du peuple. En attendant, on est en droit de déplorer que les successeurs de ceux qui furent jadis les *Defensores Civitatis* forment aujourd'hui le peloton de tête de la révolution « même violente », oubliant que, dans le christianisme, les seuls révolutionnaires, selon l'Evangile, n'ont jamais été que les Saints.

Hervé LECLERC.

# Le IIe Congrès du D.K.P.

DISSOUS en 1956 par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, le P.C. de l'Allemagne fédérale, le K.P.D., fut contraint à ne plus agir que clandestinement, ou par l'intermédiaire de divers groupements, dont l'efficacité demeura médiocre. En 1968, dans la perspective de l'Ostpolitik du chancelier Brandt, le ministère de l'Intérieur ouest-allemand toléra la réapparition en tant que tel d'un P.C. de type classique que les communistes, devant le développement de l'agitation étudiante échappant à leur contrôle et la stérilité de leurs « formules de remplacements », s'étaient décidés à reconstituer, sous l'appellation limpide de D. K.P. (*K.P.D.* : Kommunistische Partei Deutschlands — *D.K.P.* : Deutsche Kommunistische Partei).

En 1969, à Essen, le Ier Congrès du D.K.P. avait été en quelque sorte celui de la réorganisation, sous une forme extérieure modifiée, du K.P.D.

Du 25 au 28 novembre 1971, à Dusseldorf, le IIe Congrès du D.K.P. a été celui d'un premier bilan de trois années, et de la définition des tâches et de la stratégie du parti. Cette assemblée avait été préparée et se déroula sous le thème majeur : « Le D.K.P. contre le grand capital — pour la paix, le progrès démocratique et le socialisme ». Un tel programme rend un son familier à des oreilles françaises, et pour cause. Mais la similitude entre le P.C.F. et le D.K.P. ne s'arrête pas à cette sorte de dédicace, elle s'étend à toute leur stratégie. Pourtant, la position respective des deux partis dans leur pays est profondément différente. Cependant, l'intérêt suscité dans l'opinion internationale par la tenue des assises du D.K.P. — qui représente, pour les résultats les meilleurs, de 1 à 2 % des électeurs de R.F.A. — a été aussi grand que pour celles de partis à la représentativité sans commune mesure, tels le P.C.I. ou le P.C.F. Les mass-media ont suivi attentivement le déroulement de la réunion de Düsseldorf, s'attachant aux côtés « folkloriques » de l'événement, à défaut d'y trouver la réponse aux questions soulevées par l'Ostpolitik du gouvernement fédéral, que d'aucuns croyaient naïvement voir surgir des discours des permanents du D.K.P. ou, mieux encore, de leurs invités de « marque » d'autres P.C.

De ce congrès, la presse ouest-allemande a surtout retenu les faits suivants, d'intérêts divers :

— la personnalité de l'envoyé soviétique auprès des communistes de R.F.A. ;

— la campagne d'action politique des jeunes communistes au sein de la Bundeswehr ;

— le développement de la pénétration du parti dans les entreprises ;

— la particularité que les votes n'ont pas eu lieu à l'unanimité pour les renouvellements des organismes de direction.

Les contradictions du D.K.P., aux prises avec le poids de son passé, pour ainsi dire incorporé en la personne de son président d'honneur, Max Reimann (dirigeant du K.P.D., clandestin de 1956 à 1968), et avec les nécessités de sa stratégie de « démocratie avancée », dont il n'a guère les moyens, méritaient pourtant d'être évoquées plus qu'elles ne l'ont été. Elles conservent d'ailleurs toute leur actualité.

Pour adapter sa déclaration de principe d'avril 1969 à l'évolution des événements en R.F.A., la direction du D.K.P. avait établi au cours de sa 9e session (3/4-7-1971) 44 thèses qui furent soumises à l'approbation des congressistes. Ces thèses ne représentent aucune nouveauté, et ne constituent en fait rien d'autre qu'une sorte de résumé d'un ouvrage théorique de l'Institut des Sciences sociales auprès du Comité central du S.E.D. (1). (Cf. l'édition ouest-allemande intitulée : « *L'impérialisme de la R.F.A.* ». Editions des publications marxistes - Francfort-sur-Main - 1971, 655 pages).

Le rapport du président du parti, Kurt Bachmann, ainsi que celui du vice-président, Herbert Mies, ont fourni un commentaire général de ces 44 thèses, précisant certains points particulièrement importants. Le discours de remerciement du président d'honneur, Max Reimann, assez court, et qui tranchait par son style plus « prolétarien », a parfois donné une formulation plus précise de quelques questions.

C'est donc à l'aide des thèses, des interventions de Kurt Bachmann, Herbert Mies et Max Reimann qu'il a été rendu compte de la position du D.K.P. sur les principaux problèmes de la R.F.A. et de son propre travail de parti.

# Le déroulement du Congrès

## LES VOTES

Pour la désignation du président et du vice-président, ainsi que du Comité directeur, les votes eurent lieu à huis-clos.

Sur 591 délégués ordinaires, 586 participèrent au vote. Il y eut *une* opposition et deux abstentions à la reconduction de Bachmann à la présidence. 6 délégués refusèrent la renomination de Mies comme vice-président et 2 autres s'abstinrent.

Lors du scrutin, pour les 89 membres restants du Comité directeur (91 au total avec Bachmann et Mies), le nombre de voix varia — toujours sur 586 — de 516 à 581. La moyenne oscilla entre 560 et 575 suffrages. Willi Mohn (516) et Josef Ledwohn (524) obtinrent un total particulièrement faible.

Les votes publics ne virent pratiquement surgir aucune opposition, à l'exception d'un suffrage hostile à la présidence d'honneur de Max Reimann, émis par un délégué contestant le principe d'une telle institution dans un parti prolétarien, mais non opposé à la personne de Reimann.

D'un point de vue formel, le D.K.P. a rigoureusement appliqué la législation ouest-allemande sur les associations politiques.

### LE NOUVEAU PRAESIDIUM DU D.K.P.

*(équivalent du Bureau politique dans la terminologie classique des P.C. d'Europe occidentale)*

**40 membres :**

| | |
|---|---|
| Josef ANGENFORT | Herbert MIES |
| Kurt BACHMANN | Ulla MIES |
| Herbert BREIDBACH | Doris NIX |
| Helmut BUBLITZ | Karl-Heinz NOETZEL |
| Gerhard DEUMLICH | Georg POLIKEIT |
| Kurt ERLEBACH | M. PROETZEL |
| Emma ENGELHARDT | Anette RAANE |
| Walter EBERT | Max REIMANN |
| Kurt FRITSCH | Heinrich ROPKE |
| Hermann GAUTIER | Max SCHAFER |
| Willi GERNS | Josef SCHLEIFSTEIN |
| Willi GOTTSCHALL | Helmut SCHLUTER |
| Manfred KAPLUCK | Irene SCHOOFS |
| Marianne KONZE | Hans SCHNEIDER |
| Heinz LANG | Karl-H. SCHROEDER |
| Willi MALKOMES | Herbert STIEFVATER |
| Hugo MACHELETT | Enrald STIEFVATER |
| S. MAYER | G. TRAMBOWSKY |
| Heinz MERKEL | Jan WIENECKE |
| L. MULLER | Karin WOLK |

## LE RAPPORT FINANCIER

Le rapport de la commission financière du D.K.P., présidée par Karl Schabrod, a présenté les chiffres suivants :

rentrées 1969 (pour 8 mois) : 2.485.000 DM.
rentrées 1970 (sur 12 mois) : 6.062.000 DM.

Schabrod a commenté ainsi cette augmentation importante : « *Cette évolution relativement bonne dans notre parti repose sur le fait que les recettes en cotisation de nos membres ont augmenté de près de 40 % et les recettes en dons de 64 %. Notre parti est pour la publication du financement des partis. Les partis représentés au Bundestag masquent leur comportement financier* ».

Le rapporteur n'a pas précisé l'écart entre les dépenses et les recettes du parti (qui serait très important, selon des sources extérieures au D.K.P.), pas plus qu'il n'a donné de détails sur les « dons », qui atteignent, pour 1970,

(1) P.C. de l'Allemagne de l'Est.

4.700.000 DM (sur 6.062.000 DM de rentrées au total), autres que l'explication classique des collectes au cours de réunions, affirmation invérifiable.

### LES DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

21 délégations de « partis frères » participèrent au congrès (22 si l'on y ajoute le représentant de la revue du Mouvement communiste internationale, *Problèmes de la paix et du socialisme*, dont l'édition française s'intitule « *Nouvelle revue internationale* »). L'intervention la plus remarquée fut évidemment celle du chef des invités soviétiques, A.-J. Pelsche, l'un des 15 membres du Bureau politique du P.C. U.S., Pelsche, authentique « vieux bolchevik », d'origine lettonne, a une longue expérience de lutte contre les « déviations nationalistes », notamment dans la mise au pas de la Lettonie durant les années 40, et lors de la « normalisation » en Tchécoslovaquie depuis août 1968. En 1970, il a assisté au Congrès de Levallois-Perret du P.C.F.

*Est et Ouest* a déjà amplement informé ses lecteurs de la personnalité d'un de ses accompagnateurs, Zagladine.

Les délégations soviétique et est-allemande ont été les plus nombreuses (4 représentants chacune) et citées en tête de la liste officielle, en dehors de l'ordre alphabétique respecté pour les partis des autres pays (sauf pour les P.C. d'Espagne et de Grèce, relégués en fin de liste avec le rédacteur de la *Nouvelle revue internationale* (2).

## La stratégie du D.K.P.

Le Congrès du D.K.P. a défini la position du parti par rapport à la situation de l'Allemagne de l'Ouest en novembre 1971. L'image générale que les communistes ont de la R.F.A., ou qu'ils veulent en donner, se résume dans les points principaux suivants :

*La situation sociale.* — Les contradictions s'aggravent. L'exploitation capitaliste s'accroît du fait de la concentration accéléré de l'économie dans les mains du capital de monopole. Les hausses de salaires sont réduites à néant par les hausses de prix. Face à cet état de nopoles. Ceux-ci sont l'ennemi prioritaire qui, me S.P.D., ne font rien que favoriser les monopoles, ceux-ci sont l'ennemi prioritaire qui, menaçant presque toutes les catégories sociales, peut et doit être combattu par leur union.

*Les partis.* — Le N.P.D. ayant quasiment disparu de la scène politique, c'est la C.D.U. - C. S.U. qui constitue le danger principal. Mais, sur le fond, le F.D.P. et même le S.P.D. sont de même nature. Seule, leur politique étrangère diffère, du fait de la pression qui résulte des progrès du camp socialiste et des contradictions chez les capitalistes ouest-allemands.

Malgré sa nature foncièrement antisocialiste, le S.P.D. demeure plus susceptible d'être sensible aux problèmes des travailleurs — la masse de son électorat — que la réaction chrétienne-démocrate.

*La politique étrangère* de la coalition gouvernementale revêt des aspects positifs — traités de Moscou et Varsovie, accord de Berlin, discussions avec la R.D.A. — mais continue à se situer dans une perspective « atlantiste » dont l'expression militaire est l'appartenance à l'O.T.A.N. ; l'expression économique, l'appartenance au Marché commun.

### L'AMBIGUITÉ FONDAMENTALE DE LA POLITIQUE DE « MAIN TENDUE AUX SOCIAUX - DEMOCRATES »

Toute l'histoire du K.P.D. a été dominée par le problème des rapports avec le S.P.D. Le D.K.P., héritier du K.P.D., bien qu'il soit dans un rapport de forces bien différent (la situation historique aussi est différente), et qu'il pratique une politique tout autre, demeure cependant sous l'emprise de l'équivoque passée.

Les textes du congrès touchant les sociaux-démocrates reflètent tous la contradiction des communistes devant une double contrainte :

— appeler à l'unité d'action avec le S.P.D., et en arriver à soutenir le gouvernement Brandt, alors que celui-ci marque bien sa volonté de maintenir le D.K.P. en marge du jeu politique ;

— lutter contre la société ouest-allemande, rejeter le réformisme dont le S.P.D. et la coalition gouvernementale constituent l'expression.

En somme, à la fois prôner l'union et stigmatiser le partenaire. Pour justifier une telle attitude envers les militants et les sympathisants, le D.K.P. joue sur tout l'éventail des nuances de langage, mais ne peut ainsi dissimuler l'impasse où il est engagé, car le S.P.D. n'a nul besoin de la force d'appoint négligeable des communistes, qui représentent 1 % des électeurs, et lui ferait perdre plus de voix qu'elle n'en amènerait, au cas où les socialistes accepteraient de faire un « bout de chemin » avec les communistes.

Plus le D.K.P. approuve bruyamment les « *aspects positifs de la politique extérieure* » du S.P.D., et plus les dirigeants sociaux-démocrates multiplient les déclarations où ils rappellent que le D.K.P. est « *hostile à la Constitution* » et tout juste toléré : « *organisation non-interdite* ». Ainsi, ces derniers mois, les ministres de l'Intérieur des Länder ont considérablement renforcé la surveillance pour empêcher les communistes d'accéder à des emplois de la fonction publique, les premiers gouvernements régionaux à agir de la sorte ayant été ceux que les sociaux-démocrates di-

(2) La délégation du P.C.F. était composée de Gustave Ansart et Pierre Vitton.

rigent. Le D.K.P., du fait de son hérédité historique — les adhérents n'ont oublié ni Noske, « le Thiers socialiste », ni les fusillades du 1er mai 1927 — et de la pression gauchiste, serait naturellement tenté de condamner en bloc les sociaux-démocrates et de faire de l'opposition absolue, mais la tactique du « front démocratique antimonopole » ne lui laisse pas le choix, elle passe par les offres permanentes d'unité d'action, maintenues malgré toutes les rebuffades.

Jusqu'à présent, cette « ligne », dépourvue de force de conviction et du minimum d'influence sur les masses nécessaire pour la mener à bien, n'a donné aucun résultat.

## LE D.K.P. ET LE GOUVERNEMENT BRANDT

La thèse 7, qui traite de la politique de coalition gouvernementale S.P.D. - F.D.P., regorge d'attaques voilées et de louanges tempérées, et trahit l'embarras du D.K.P., qui mène une stratégie similaire à celle du P.C.F. ou du P.C.I., sans en avoir les moyens. Ainsi lit-on : « *la constitution du gouvernement fédéral, dirigé par le S.P.D., après les élections de 1969 au Bundestag, a été une expression visible du fiasco de vingt ans de faillite de la C.D.U. - C. S.U.* ». Il y a là une imprécision volontaire : le S.P.D. a été au pouvoir *avec* la C.D.U. - C.S.U. dès l'automne 1966 (« Grande Coalition »). Le D.K.P. affecte de ne pas s'en souvenir. « *Elle (cette constitution du gouvernement S.P.D. - F. D.P.) a témoigné d'un début de renversement de tendance, surtout dans la population travailleuse, mais aussi d'une estimation plus réaliste du rapport de forces dans le monde par une partie du capital de monopole* ».

Que représente donc le gouvernement fédéral à direction S.P.D. ?

« *L'analyse du D.K.P., suivant laquelle le changement de gouvernement n'a pas touché les rapports de forces et de possession impérialistes en R.F.A. se trouve confirmée. Les dirigeants de droite du S.P.D. se sont déjà avérés dans le passé des défenseurs déterminés du capitalisme. Pour cette raison, ils ont obtenu le soutien des cercles influents du capital de monopole* ».

Mais le cabinet S.P.D. présente des aspects « positifs » :

« *Sous la pression des rapports de forces internationaux modifiés en faveur du socialisme, le gouvernement S.P.D. - F.D.P. a entrepris en politique extérieure des démarches vers un plus grand réalisme, qui favorisent les efforts de notre peuple et des peuples d'Europe vers la sécurité et la détente. Le fait que le gouvernement fédéral ait signé les traités de Moscou et Varsovie par lesquels les frontières existant en Europe et l'existence de la R.D.A. socialiste sont reconnues témoigne d'une estimation plus réaliste du rapport de forces* ».

Ceci est contrebalancé par des éléments défavorables :

« *Dans le même temps, le gouvernement S.P.D - F.D.P. renforce cependant l'anticommunisme, qui n'a apporté que des malheurs aux travailleurs... Il faisait, et continue à faire, des efforts pour renforcer l'O.T.A.N., augmente fortement les dépenses d'armement, accroît la Bundeswehr et fortifie l'influence du complexe militaro-industriel sur l'appareil d'Etat. Il s'évertue, malgré les contradictions objectives croissantes, à consolider l'alliance de l'impérialisme ouest-allemand avec la puissance principale de la réaction mondiale, l'impérialisme U.S.* » (T. 7).

De même, Kurt Bachmann évoque « *l'ambiguïté de la duplicité de la politique extérieure des dirigeants S.P.D. de droite* ».

Les mesures financières, la législation sociale, etc... du cabinet fédéral font l'objet d'une condamnation catégorique, qu'on peut résumer en une phrase de Kurt Bachmann : « *Le gouvernement fédéral, dirigé par les sociaux-démocrates, mène une politique conforme aux intérêts du grand capital* ».

La conclusion, à savoir l'attitude à adopter face au gouvernement Brandt, peut paraître paradoxale, et a suscité les sarcasmes des gauchistes :

« *Ce gouvernement fédéral ne veut pas de changements sociaux fondamentaux. Sa politique sert les intérêts du grand capital. C'est pourquoi le D.K.P. s'efforce de faire prendre conscience à la classe ouvrière et aux autres couches travailleuses du peuple, que les travailleurs ne peuvent imposer leurs intérêts, même si le gouvernement est dirigé par le S. P.D., que par la lutte contre le capital de monopole et son influence dans l'Etat. Ce faisant, le D.K.P. tient compte du fait que le gouvernement à direction social-démocrate peut moins que les forces réactionnaires passer outre aux revendications et aux souhaits des ouvriers, des employés et des jeunes — le gros de l'électorat et des partisans de la social-démocratie* ».

Ainsi, après avoir défini le S.P.D. comme serviteur du grand capital, le D.K.P. appelle à lutter... contre la C.D.U. - C.S.U., sous la bannière de « *l'union des forces démocratiques* » : « *la lutte des forces démocratiques est le moyen le plus efficace contre la pression des forces conservatrices et d'extrême-droite, auxquelles les dirigeants de droite du S.P.D. se plient toujours* ». Cette attitude du D.K.P. découle directement des considérations de politique extérieure, comme le reconnaît Kurt Bachmann : « *Dès le début, nous avons déclaré — et nous nous y conformons — que nous soutenons les mesures positives du gouvernement : la mise en œuvre d'une politique extérieure plus réaliste, et que nous nous opposerons à toutes les attaques nationalistes et réactionnaires. En même temps, nous n'avons jamais laissé subsister de doutes que nous condamnerons toutes les mesures de ce gouvernement qui seront contraires aux intérêts de la population travailleuse* ».

## LA CONDAMNATION DOCTRINALE DU S.P.D.

La thèse 40, intitulée « *L'idéologie des dirigeants de droite S.P.D.* », formule une con-

damnation absolue des sociaux-démocrates ouest-allemands.

Citons simplement le début de ces deux pages d'attaques :

« *Pour la liaison de larges parties de la classe ouvrière au système capitaliste monopoliste, l'idéologie et la pratique des dirigeants S.P.D. de droite ont aujourd'hui une signication particulière, parce qu'elles exercent la plus grande influence dans la classe ouvrière. Le noyau de cette idéologie et de cette pratique est l'hostilité au socialisme, l'appartenance au système impérialiste, l'acceptation de l'Etat aux mains du capitalisme monopolistique et la défense inconditionnelle de la propriété capitaliste des moyens de production. L'idéologie de la direction S.P.D. est dirigée vers le désarmement spirituel de la classe ouvrière, la division de ses rangs, la braderie de ses intérêts en faveur de ceux du capital* ».

Il est intéressant de noter au passage que le D.K.P. rejette toujours sur le S.P.D. la responsabilité de la prise du pouvoir par Hitler, alors que bien des gens sont persuadés, en Occident, que les communistes allemands ont reconnu leur erreur tactique d'avant 1933, la « lutte contre les sociaux-fascistes du S.P.D. » : « *Depuis le début du siècle, à tous les moments cruciaux de l'histoire, quand il s'est agi de guerre ou de paix, d'empêcher l'arrivée au pouvoir du fascisme, ...l'idéologie et la pratique des dirigeants sociaux-démocrates de droite a fait faillite* ». (Dans le même ordre d'idées, Max Reimann, au cours de son intervention, a déclaré : « ... *Je voudrais en particulier souligner que, malgré sa lutte héroïque, le mouvement ouvrier allemand n'a pu empêcher le fascisme et la deuxième guerre mondiale, parce que nous n'avions pu parvenir, surtout à cause de la politique des dirigeants sociaux-démocrates de droite, à réunir la majorité de la classe ouvrière dans une lutte unitaire contre le fascisme et la guerre* »).

Le D.K.P. refuse donc de considérer le S.P.D. comme socialiste : « *Le soi-disant socialisme démocratique n'est pas une sorte de variante de l'idéologie socialiste et ne se situe pas non plus entre le capitalisme et le socialisme. Il est bien plus partie intégrante de l'idéologie et de la politique impérialistes. Il lutte contre le socialisme et son idéologie à partir du point de vue du capitalisme monopoliste d'Etat* » (T. 40).

La condamnation se nuance en ce qui concerne l'aile gauche du S.P.D. : « *Les jeunes socialistes, les forces réformatrices sociales dans les syndicats et autres sociaux-démocrates progressistes représentent également la conception du « socialisme démocratique ». Mais ils y rattachent d'autres conceptions que les dirigeants sociaux-démocrates de droite* ». Ce correctif, suivi de l'affirmation qu'il y a de « nombreux points communs » entre la gauche du S.P.D. et les communistes, ne peut en fait édulcorer la rigueur de l'anathème. Si le socialisme démocratique est « partie intégrante de l'idéologie et de la politique impérialistes », la gauche S.P.D. en constitue également un élément. Ou bien les mots n'ont pour le D.K.P. qu'un sens relatif.

## LES APPELS A L'UNITE D'ACTION

D'ailleurs, les « points communs » avec la *gauche* du S.P.D., le D.K.P. les découvre non moins évidemment avec l'*ensemble* du S.P.D. quand il s'agit de lancer l'appel à l'unité d'action avec ces « *ennemis du socialisme, appartenant au système impérialiste* » (T. 40).

Herbert Mies a concédé qu'il s'agit là d'un problème épineux :

« *La politique de l'unité d'action, cette ligne générale de notre parti, a été l'une des questions les plus discutées. Non seulement au sein du parti, dans des assemblées et des débats ouvriers, mais aussi au S.P.D. et chez nos adversaires dans le camp ultra-droitier et ultra-gauchiste. Ce que nous ne pouvons faire dans notre politique d'unité d'action — et la discussion dans le parti et dans l'opinion l'a, de même que notre pratique, démontré — ce serait d'abandonner nos positions en tant que parti révolutionnaire autonome au cours de la recherche de points communs entre communistes et sociaux-démocrates et en négligeant le rôle du S.P.D. comme parti servant à la stabilisation du système. Mais, bien qu'il y ait d'évidentes contradictions de principe entre communistes et sociaux-démocrates, que nous ne voulons pas dissimuler, nous ne devons pas moins éviter, ceci est le danger, de négliger les points communs qui unissent les communistes aux sociaux-démocrates* ».

D'autres écueils n'ont pas échappé à un certain nombre de membres du D.K.P., conscients de la faiblesse de leur parti, qui pratique une stratégie hors de portée de ses moyens. Kurt Bachmann, en la rejetant, a ainsi défini leur position : « *Fausse est la conception que nous rencontrons chez certains camarades et dans des fédérations : à savoir qu'il faudrait d'abord renforcer le parti, puis pratiquer l'unité d'action et, enfin, l'alliance de toutes les forces démocratiques. ... Ce sont des tâches qui doivent être entreprises simultanément, qui s'influencent et se conditionnent mutuellement* ».

Le D.K.P. emploie donc la même stratégie, avec ses 30.000 membres, que les P.C. italien et français, qui pèsent un poids réel dans leur pays.

La thèse 29 définit ainsi l'unité d'action : « *L'unité d'action pratiquée, c'est la lutte commune des communistes et des sociaux-démocrates, des ouvriers chrétiens et sans-parti pour les augmentations de salaires, contre la hausse des prix et des loyers ; pour plus de droits et de cogestion, contre les forces néo-nazies et revanchardes ; pour la ratification des traités de Moscou et Varsovie, pour la sécurité européenne et le désarmement. Le D. K.P. ne se laissera pas détourner de cette orientation par l'anticommunisme de la direction S.P.D., pas plus que par la phraséologie pseudo-révolutionnaire des groupes opportunistes gauchistes* ».

Le S.P.D. se voit reprocher ses « contradictions » par rapport à d'autres partis socialistes : « *Dans toute une série de pays capitalistes, la tendance toujours plus marquée, c'est l'unité d'action entre communistes et sociaux-démocrates* », et en fonction de sa politique de rapprochement avec l'Est : « *Pendant que la direction S.P.D. développe les relations avec les directions d'Etats socialistes et de partis communistes d'autres pays, elle interdit les entretiens et les contacts entre communistes et sociaux-démocrates en R.F.A., exclut ses membres qui prennent position avec leurs camarades communistes pour des intérêts communs* ».

Mais il faut plus que cela pour décourager le D.K.P. : « *Nos efforts visent à faire que même le plus mince point d'accord avec des sociaux-démocrates devienne le point de départ de l'action commune pour les intérêts communs* ».

Le rejet systématique par le S.P.D. des appels du D.K.P. est interprété d'une manière positive par Kurt Bachmann, qui aboutit à une conclusion assez surprenante : « *Mais nous considérons aussi ce rejet ostentatoire de l'unité d'action comme l'expression du fait qu'une large discussion est en cours parmi les jeunes socialistes, les syndicalistes et au sein du S. P.D. sur l'opportunité d'une collaboration avec les communistes. Nous y voyons un des résultats les plus importants de l'activité de notre parti depuis le Congrès d'Essen et un des effets qui découlent de la modification dans les relations entre la R.F.A. et les pays socialistes* ».

Une telle argumentation *a contrario* a fort à souffrir de résultats électoraux décevants qui en démontrent à l'évidence l'inanité.

## LA DÉMOCRATIE AVANCÉE

Pour le D.K.P., la tactique du front antimonopole va de pair avec celle d'unité d'action, comme Kurt Bachmann l'a expressément rappelé aux congressistes. Tout en y répondant apparemment, elle pose la question de la voie vers la prise du pouvoir. Deux thèses entières définissent et explicitent « la démocratie antimonopolistique » conçue par le D.K.P. dans la droite ligne de la pratique des P.C. français ou italien. Une partie de l'argumentation du D.K.P. sert à réfuter les critiques gauchistes, l'autre à témoigner du respect des communistes ouest-allemands pour la constitution. Il serait fastidieux de la reproduire en détail, car elle n'innove en rien et ne constitue que l'extrapolation, sans tenir compte de la situation particulière de la R.F.A. et du K.P.D., de documents similaires d'autres P.C. :

« *En raison des conditions actuelles de la lutte des classes, le D.K.P. affirme que la lutte de la classe ouvrière et des autres forces démocratiques pour le renouveau démocratique de l'Etat et de la société, pour une démocratie antimonopolistique est la mieux appropriée pour ouvrir la voie au socialisme. Le D.K.P. œuvre à cette transformation sur la base des principes et des droits démocratiques proclamés dans la constitution* » (T. 9).

Dans la thèse 36, sur le développement de la lutte antimonopolistique, les communistes ouest-allemands précisent ce qu'ils entendent par mouvements démocratiques :

« *Ces mouvements encouragèrent la pensée antifasciste, empêchèrent l'entrée du N.P.D. au Bundestag, contribuèrent à mettre fin à vingt ans de pouvoir C.D.U. - C.S.U. Les activités pour la sécurité européenne se sont accrues. Les forces démocratiques de la R.F.A. ont contribué à ce que les traités entre l'U.R.S.S. et la R.F.A., la Pologne et la R.F.A. soient signés, l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest conclu et des entretiens au niveau des gouvernements engagés avec la R.D.A. Leur lutte a mis au premier plan de la discussion publique les questions d'une politique éducative progressiste. Les actions « Point Rouge » contre les augmentations des tarifs de transport, les mouvements de locataires et les actions contre la pollution de l'environnement par les trusts montrent d'autres possibilités. Une expression du mécontentement envers la politique agraire du système monopoliste étatique a été constituée par les grandes manifestations paysannes. Une nouvelle caractéristique qualitative de l'évolution de la lutte démocratique réside dans les mouvements de solidarité internationale, en particulier les actions contre l'agression U.S. en Indochine et pour la libération d'Angela Davis* ».

Il y a là répertoriés à peu près toutes les actions auxquelles a pris part, directement ou indirectement, le D.K.P., avec un rôle très variable — d'essentiel (Indochine - A. Davis) à quasi nul (manifestations paysannes), sans compter des événements où le D.K.P. n'a été que spectateur —, ainsi les traités avec l'Est, signés par la coalition S.P.D. - F.D.P. en vertu de considérations où le « mouvement des forces démocratiques » n'a rien à voir.

Tenant certainement compte de l'état d'esprit de membres du parti et des attaques gauchistes, Herbert Mies a jugé bon de préciser que la porte restait ouverte, le cas échéant, à d'autres pratiques :

« *Nous avons représenté (dans la thèse 10) que la démocratie antimonopolistique ne constitue pas une nécessité absolue, mais une possibilité sur la voie vers le socialisme* ».

Mais cette thèse 10, qui fournit une explication pratique de la marche vers la démocratie avancée, ne présente aucune autre solution que précisément cette démocratie antimonopolistique.

## LE PARLEMENTARISME

Le D.K.P. a réclamé une fois de plus (thèse 14) la représentation proportionnelle et la suppression de la « clause exclusive non-démocratique », c'est-à-dire l'obligation pour les partis d'obtenir au moins 5 % des voix pour être représentés au Bundestag.

Dans le même texte, le D.K.P. formule,

dans un mouvement dialectique typique, sa position vis-à-vis du Parlement : « *Plus la classe ouvrière développe la lutte extra-parlementaire, et plus grandes deviennent alors les possibilités d'exercer de l'influence sur les Parlements et dans les Parlements* ». L'affirmation de la nécessité d'une représentation parlementaire pour les communistes est renouvelée. Dans un parti qui, jusqu'ici, est allé d'échec en échec sur ce plan depuis sa création, cette question revêt une grande importance, d'autant plus que les gauchistes ne se font pas faute d'attaquer le D.K.P. à ce sujet.

En rappelant les quelques succès locaux enregistrés lors des élections *communales* (il y a des conseillers municipaux D.K.P. dans 26 villes ou bourgades, en particulier à Bottrop, Mannheim et Stuttgart), Kurt Bachmann a encouragé le parti à persévérer dans cette voie : « *Mais le pourcentage total des voix que nous avons obtenues au cours de ces élections ne correspond pas à l'influence politique réelle de nos camarades dans la population. Malgré les résultats non satisfaisants, la participation aux luttes électorales nous a fait progresser... Nous sommes d'avis que cette manière de combattre, à savoir la participation aux campagnes électorales et la lutte pour l'influence parlementaire, doit absolument être poursuivie* ».

## LE NATIONALISME ALLEMAND

Le K.P.D. n'avait jamais hésité à flatter la fibre nationale allemande à l'occasion, bien qu'il fût né du refus de soldats et d'ouvriers de continuer la guerre du Kaiser, en 1918. Il y a encore quelques années, certaines campagnes du K.P.D. clandestin contre les occupants yankees ou la finance américaine rendaient des sons très nettement nationalistes. Le D.K.P., depuis sa création, en 1968, dans le climat de front antifasciste de la lutte contre le N.P.D., jusqu'à maintenant, sous le signe de la campagne pour la ratification des traités de Moscou et Varsovie, n'a pratiquement pas encore eu l'occasion de reprendre les arguments nationalistes à son usage.

La thèse 39, intitulée : « *S'opposer résolument au nationalisme* », est rédigée en termes très généraux. Elle rejette sur les impérialistes ouest-allemands la responsabilité de la division de l'Allemagne, mais affirme d'autre part : « Le slogan de « l'unité de la nation » et des prétendues « relations particulières interallemandes » est une nouvelle variante du nationalisme et du revanchisme ». Le D.K.P. considère qu'une politique véritablement nationale en R. F.A. consisterait à mettre fin à la puissance du capital de monopole.

Toutefois, l'ancien vocabulaire « patriotique » du K.P.D. n'a pas complètement disparu ; dans son attaque contre la C.D.U. - C.S.U., Kurt Bachmann le qualifie de « parti de la trahison nationale qui a divisé l'Allemagne économiquement et politiquement ». D'autre part, la thèse 24 sur l'alliance entre l'impérialisme américain et ouest-allemand, quoique contenant une analyse plus nuancée que par le passé des rapports U.S.A. - R.F.A., on n'y trouve plus d'expressions du genre « laquais » ou « fantôches » et il y est fait mention de « contradictions croissantes » entre Washington et Bonn, renferme des thèmes nationaux, voire même carrément nationalistes. Il faut que la République fédérale cesse d'être la tête de pont de l'impérialisme U.S. en Europe, car : « *Cela correspond aux intérêts nationaux de notre population et contribuerait à ce que notre pays puisse prendre une place appréciable dans le monde* ». Ceci est encore relativement anodin, mais la revendication suivante est commune au D.K.P. et aux organisations de l'extrême-droite ouest-allemande : « *Ils (les intérêts nationaux de la population) exigent la révision des traités de Paris, afin que tous ses droits de souveraineté soient rendus à la R.F.A.* ».

Le D.K.P. garde donc la porte ouverte pour, éventuellement, engager une campagne « patriotique », même si, pour l'heure, il condamne les « revanchards » qui ne veulent pas renoncer aux « territoires de l'Est ».

## L'ACTION AU SEIN DES SYNDICATS ET DES ENTREPRISES

Le D.K.P. fait porter l'essentiel de son effort d'agitation et de propagande sur la constitution de cellules d'entreprise. Il espère retirer un bénéfice plus grand de ce type d'action que des campagnes électorales, jusqu'ici très décevantes. Et surtout, il pense arriver à mettre sur pied à la base, sur le lieu de travail, cette fameuse unité d'action avec les travailleurs sociaux-démocrates, qu'il n'arrive pas à faire progresser malgré tous ses appels au S.P.D.

La thèse 30 définit la position du parti face au syndicat (le D.G.B., syndicat unitaire de la R.F.A., contrôlé politiquement par le S. P.D.) : « *Les communistes voient dans le syndicat unitaire une conquête importante du mouvement ouvrier* ». Malgré les condamnations catégoriques et régulièrement renouvelées du communisme par la direction du D.G. B., il n'est donc pas envisagé de créer un contre-syndicat, ni même de susciter une opposition interne organisée (position adoptée par le K.P.D. avant 1933) : « *Des syndicats forts sont nécessaires pour la représentation victorieuse des revendications sociales et politiques de la classe ouvrière* ». D'où : « *Tout communiste a le devoir d'être un syndicaliste actif et de faire adhérer ses collègues de travail au syndicat. Les ouvriers et les employés communistes font partie des syndicats* ». « *Ce faisant, ils s'efforcent constamment d'unir dans l'action les représentants ouvriers, communistes, sociaux-démocrates, chrétiens et sans-parti* ».

Les critiques envers la direction du D.G.B. apparaissent relativement modérées quand on les compare aux attaques des gauchistes ou même provenant d'autres secteurs de l'opinion : « *Le prestige des syndicats et leur crédibilité chez les ouvriers exigent de surmonter des contradictions et des inconséquences* ».

Lesdites « contradictions et inconséquences » ne sont pas définies. Une telle attitude de ménagement a porté ses fruits. Non seulement des militants, mais aussi des responsables membres du Comité directeur du D.K.P. font partie des syndicats et ont été présentés et élus délégués d'entreprise. En fait, les statuts du D.G.B. interdisent l'admission de membres communistes ou d'extrême-droite. Les stipulations en cause, très souvent appliquées aux adhérents gauchistes, semblent d'ores et déjà tombées en désuétude complète en ce qui concerne le D.K.P.

Dans le domaine de l'élargissement des droits syndicaux, par ailleurs, les revendications les plus démagogiques des communistes ne font que reprendre des thèmes émis par les « Jeunesses syndicalistes » du D.G.B. ou les « J.U.S.O.S. » (Jeunesses socialistes du S. P.D.), telle celle-ci figurant dans le discours de Bachmann : « *Il est nécessaire que le droit de cogestion des délégués d'entreprise et des syndicats s'étende à l'établissement des prix dans les entreprises* ». De même, le D.K.P. ne se trouve pas seul à réclamer « *la suppression de l'interdiction des activités politiques au sein de l'entreprise* ».

Bachmann a proclamé : « *Les entreprises sont le champ de bataille le plus important du parti. Depuis le Congrès d'Essen, notre parti s'y est concentré plus fortement. Le nombre de nos groupes d'entreprises est passé à 408. Nous publions 326 bulletins d'entreprises pour plus de 400 de celles-ci, le tirage total peut en être estimé à 500.000 exemplaires par mois* ».

Selon des sources du D.G.B., le nombre de délégués d'entreprises D.K.P. atteignait 1.400 à la fin 1968. Les élections en cours, au printemps 1972, devraient voir vraisemblablement ce chiffre doubler : soit 2.800. Cette estimation maximum paraît bien mince, comparée au nombre total des délégués en République fédérale, 200.000 environ, et correspond à peu près aux scores du D.K.P. aux consultations pour le Bundestag ou les assemblées des Länder. Cependant, et l'exemple des gauchistes dans l'industrie française l'a prouvé, un point positif important pour le D.K.P. provient du fait que ses délégués sont implantés dans des firmes « pilotes » qui « donnent le ton » dans les luttes sociales.

## LA BUNDESWEHR

L'armée de la République fédérale fait l'objet depuis sa création de critiques qui vont jusqu'à mettre en doute la nécessité de son existence. L'antimilitarisme de certains jeunes Allemands de l'Ouest, s'il n'est plus aussi passionné que lors des grandes manifestations des années 50, trouve son reflet d'une manière frappante dans le nombre très élevé des objecteurs de conscience. Le K.P.D., de l'après-guerre à 1956, quoique représentant d'une idéologie qui s'est dotée en Allemagne de l'Est d'une armée à la discipline « prussienne », s'était efforcé de reprendre le courant antimilitariste à son profit. L'effort principal du D.K.P. porte plutôt, conformément aux traditions communistes, sur le travail à l'intérieur des forces armées. On a pu voir des délégués au congrès revêtus de leur uniforme de soldat (bien que la participation de militaires en tenue à des réunions politiques soit interdite).

Le D.K.P. nie l'existence d'un danger extérieur venant de l'Est pour la R.F.A. et demande la liquidation progressive de la Bundeswehr : « *La politique d'armement et d'appartenance à l'O.T.A.N. est une source de dangers permanente pour la vie de notre population. La R.F.A. n'est menacée militairement par personne. Du fait de la politique de paix de l'Union soviétique, de la R.D.A. et d'autres Etats socialistes, le vieux mensonge de la « menace du côté de l'Est » est complètement réfuté. Cependant, notre pays entretient une armée gigantesque, et il fait partie des Etats du monde dotés du plus d'armement* » (T. 1).

« *Le D.K.P. lutte pour que le budget militaire ne continue plus à être augmenté, et qu'il soit d'abord réduit de 15 % chaque année, jusqu'à réduction de moitié. Il demande que la République fédérale participe activement au désarmement et à la détente en réduisant les effectifs de la Bundeswehr, en supprimant tous les armements à caractère offensif, telles les armes chimiques et atomiques, et les rampes de lancement d'armes atomiques. La Bundeswehr doit être débarrassée de l'esprit de revanche et du militarisme. Le droit des soldats à une libre activité syndicale et politique doit être garanti, le droit fondamental à l'objection de conscience ne doit pas être limité. Ces mesures correspondent à la renonciation à la violence conclue dans les traités de Moscou et de Varsovie et à la reconnaissance des frontières d'après-guerre en Europe. Elles tiennent compte de la lettre et de l'esprit de ces traités* » (thèse 18).

On voit que le D.K.P. a son interprétation particulière, très étendue, des traités de Moscou et de Varsovie. Kurt Bachmann a précisé ce qu'il faut entendre par la « libre activité syndicale et politique » : « *Ce qui caractérise le climat politique de la Bundeswehr, c'est qu'un commandant de bataillon, tel le lieutenant-colonel Wirth, à Marbourg, ressort le vieux disque de la « menace qui vient de l'Est » au cours d'une prestation de serment de la troupe, mais que des soldats, ainsi le caporal Otto Wagner, délégué de sa compagnie, qui avait pris position publiquement pour la ratification des traités de Moscou et de Varsovie, ont été punis* ».

Dans son attaque contre la Bundeswehr, Bachmann ne craint pas de se contredire. Ainsi, réclame-t-il « la réduction à 12 mois du service militaire » (actuellement de 18 mois en R.F.A.). Trois pages auparavant, il avait attiré l'attention de ses auditeurs sur le fait que « sous le couvert d'une réduction du temps de service, c'est un recrutement renforcé de conscrits qui se prépare » (le service non armé, mais plus long, des objecteurs devenant ainsi moins attractif). Le D.K.P., en relançant le mot d'ordre « A bas les 18 mois », travaillerait

donc indirectement à renforcer la Bundeswehr ?

La préoccupation dominante des communistes transparaît dans cette exigence de Bachmann : « *Les points d'appui de la Bundeswehr à l'étranger, ainsi la base aérienne de Beja, au Portugal fasciste, que la Cour des comptes fédérale elle-même a qualifiés, il y a peu, de gaspillage d'argent, doivent être liquidés sans être remplacés* ». Il s'agit du détachement de la R.F.A. du système d'alliance occidental.

Pour l'heure, la tâche du parti consiste à travailler au sein de la Bundeswehr. Bachmann le souligne, sans crainte de faire appel à l'objection de conscience, malgré l'évidente contradiction dans ses propos : « *Le mouvement antimilitariste revêt une signification croissante, et non pas en dernier lieu dans la Bundeswehr elle-même. Notre parti défend les droits des objecteurs. Il lutte pour les droits sociaux et politiques des soldats, et pour la transformation de la Bundeswehr en une armée dont l'instruction et les effectifs correspondent aux perspectives de la détente en Europe* ».

Comme dans tous les autres domaines, le D.K.P. s'efforce de faire flèche de tout bois : récupération de l'objection de conscience, travail au sein des forces armées. Mais les objecteurs ouest-allemands ne sont pas sans avoir entendu parler de la N.V.A., l'armée de la R. D.A., de sa discipline « vieille Prusse » et de la répression de l'objection à l'Est. (Ainsi Rudi Dutshke, le célèbre « Rudi-le-Rouge », objecteur religieux à l'armée populaire, passa-t-il à l'Ouest pour ne pas effectuer son service militaire). D'autre part, de nombreuses voix s'élèvent en ce moment pour réclamer un renforcement de la discipline de la Bundeswehr, et la Sécurité militaire ouest-allemande (M.A.D.) prend très aux sérieux le dépistage des activités communistes : les premières victimes en ont été les militaires présents au Congrès du D.K.P.

## LA JEUNESSE ET LE PARTI

Le D.K.P. considère comme capital son effort vers la jeunesse. Il a d'ailleurs effectué de réels progrès de recrutement dans la classe d'âge des moins de 25 ans. Kurt Bachmann a rappelé que ce sont deux organisations de masse qui se chargent du travail d'approche politique chez les jeunes. Quoique théoriquement indépendantes du D.K.P., elles jouent respectivement le rôle d'un mouvement de la jeunesse communiste et d'une union des étudiants communistes. Leur tâche a ainsi été définie par le président du D.K.P. :

« *Un poids accru revient aux organisations de jeunesse démocratiques et socialistes dans les confrontations du présent. La Jeunesse ouvrière allemande socialiste (S.D.A.J.) s'est développée dans la jeunesse ouvrière comme force unificatrice, impulsive et directive. Elle est devenue un facteur important dans le mouvement de la jeunesse de notre pays, parce qu'elle a mis au centre de son activité les questions fondamentales de la jeunesse ouvrière. L'Union étudiante marxiste Spartakus constitue une association étudiante qui est devenue un facteur influent et significatif dans de nombreuses universités. Le D.K.P., parti de la classe ouvrière, est fier de ce que la S.D.A.J. et le Spartakus se sentent liés à lui en tant que partenaires* ».

Bachmann n'a pas dissimulé qu'il restait encore beaucoup à faire : « *Quoique notre parti se soit présenté aux jeunes dans de nombreuses réunions et manifestations, la vision qu'a du D.K.P. la masse de la jeunesse demeure cependant encore déterminée par nos adversaires* ».

## FACE AU GAUCHISME

Le Congrès du D.K.P. s'est trouvé, bon gré, mal gré, confronté avec le gauchisme. Non pas comme en 1969, à Essen, pour ainsi dire physiquement, le service d'ordre du I^er^ Congrès ayant expulsé *manu militari* quelques gauchistes venus « discuter » ; en novembre 1971, il n'y a pas eu d'incident de ce genre. Mais le problème planait manifestement sur les délégués, même s'il n'a été que relativement peu évoqué, comme toute question particulièrement gênante.

La thèse 41, consacrée à la « *lutte contre le sectarisme ultragauchiste* », se trouve être la plus courte de toutes (22 lignes). Une manière parmi d'autres pour le D.K.P. d'afficher son mépris de rigueur pour les « scissionnistes ». Sa brièveté permet de la reproduire *in extenso* :

« *Même si l'opportunisme de droite est le principal danger dans le mouvement ouvrier de notre pays, le K.P.D. voit dans la lutte contre les tendances sectaires et anarchistes, contre le trotskisme et le maoïsme, une tâche importante du travail idéologique. Ces courants nuisent au mouvement ouvrier, car ils ignorent les conditions concrètes en République fédérale, veulent mettre au point et employer des méthodes et des formes de lutte, suivant leur jugement subjectif. Ils refusent la lutte pour des réformes antimonopolistiques et démocratiques et pratiquent ainsi un sectarisme stérile et rebutant. Les milieux dominants et leurs idéologues utilisent les courants anarchistes, trotskistes et maoïstes en les englobant dans la stratégie de la lutte contre la classe ouvrière, ses syndicats, son parti révolutionnaire et contre le socialisme. Le D.K.P. combat résolument l'anticommunisme et l'antisoviétisme des groupes scissionnistes ultra-gauchistes. Il ne peut y avoir de collaboration avec les éléments dirigeants de tels groupements qui combattent les syndicats et le D.K.P., qui veulent continuer à diviser la classe ouvrière et qui, comme la réaction, calomnient le socialisme réel.*

*Le D.K.P. considère que son devoir est d'amener les membres et les sympathisants des groupes sectaires de gauche à la lutte commune contre l'impérialisme et à les dégager de l'influence des scissionnistes* ».

On remarque d'emblée que certaines attaques, maintenant classiques au P.C. français, n'apparaissent pas : il n'est pas question ainsi du caractère estudiantin des groupes gauchistes. A cela deux raisons : le D.K.P. peut difficilement se permettre une telle allusion étant donné qu'il compte dans ses propres rangs plus d'étudiants que de jeunes ouvriers. Ensuite, l'implantation gauchiste dans les entreprises, phénomène récent en République fédérale, commence à inquiéter les communistes. Dans son rapport sur les thèses, Herbert Mies le reconnaît ouvertement : « *Nous devons nous distancer catégoriquement du « socialisme » de tendance anti-soviétique, tel qu'il est prêché par les éléments maoïstes ultra-gauchistes. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il devient toujours plus difficile aux ouvriers d'aujourd'hui, qui ne reçoivent pas que les journaux d'entreprise du D.K.P. le matin à la porte de l'usine, de reconnaître quelle est la force qui lutte effectivement pour le socialisme* ».

Suivant une pratique traditionnelle, les gauchistes sont présentés comme manœuvrés par la réaction ; de plus, ils sont amalgamés au S.P.D. dans la thèse 38, relative à l'anti-communisme : « *Les milieux impérialistes dominants et leurs idéologues espèrent, à l'aide des dirigeants sociaux-démocrates, des révisionnistes droitiers et « gauchistes », développer un anticommunisme plus efficace, correspondant mieux à la situation modifiée* ».

Ces anathèmes n'empêchent pas le gauchisme d'exercer une certaine attraction sur des éléments du D.K.P. Bien entendu, aucun orateur ne l'a reconnu directement. Mais, à propos des motions non retenues pour l'élaboration des thèses, Herbert Mies laisse entrevoir les remous au sein du parti : « *Nous sommes également convaincus que nous avons bien fait de ne pas retenir quelques motions, peu nombreuses, qui touchaient la formation de nos rapports avec les directions de groupes et groupuscules maoïstes* ».

Et, à propos des discussions théoriques, il met en garde :

« *Nous avons aussi l'impression que souvent notre explication de la théorie et des buts du socialisme s'oriente trop vers les nécessités de l'argumentation face aux groupes tendant vers l'ultra-gauchisme, et que, même, parfois, des concessions sont faites à ceux-ci* ».

Plus que le D.K.P. en tant que tel, ce sont ses organisations de masse, le mouvement étudiant Spartakus et la Jeunesse communiste S.D.A.J., qui assument la confrontation avec les gauchistes. L'opposition totale sur le plan de la politique intérieure ne laisse en principe qu'une porte ouverte à une tentative de récupération, celle de la « lutte commune contre l'impérialisme ». Mais, dans le passé, les campagnes pour le Vietnam ou Angela Davis, d'abord « unitaires », ont fini par se scinder en mouvements concurrents, aux mots d'ordre en fait profondément différents, et la tendance aux « actions séparées » n'a fait que s'accentuer en 1972.

# L'Internationalisme prolétarien

## LE D.K.P. ET LA CHINE

La Chine n'était pas présente parmi les délégations étrangères venues à Düsseldorf, ce qui n'avait rien pour surprendre, la fidélité du D.K.P. à Moscou étant bien connue. Le congrès du P.C. ouest-allemand a dû toutefois susciter l'intérêt des Chinois, puisqu'un correspondant de presse de Pékin a été aperçu parmi la foule des journalistes.

La seule thèse qui traite de la politique du Parti chinois, la 17e, intitulée : « *La communauté des Etats socialistes, facteur le plus important du progrès historique* » ne consacre que 12 lignes à ce sujet. De même, le président du D.K.P., dans son discours de 61 pages, règle le problème en une phrase, il est vrai beaucoup plus catégorique que le passage de la thèse 17, relativement modéré :

« (*Le D.K.P.*) *condamne résolument l'activité nationaliste et scissionniste des dirigeants du P.C. chinois, qui cause un grand tort au mouvement communiste mondial et à l'unité d'action des forces anti-impérialistes. Comme les communistes de l'Union soviétique et l'écrasante majorité des partis communistes et ouvriers, nous sommes convaincus que la République populaire de Chine retrouvera la voie de l'alliance et de la collaboration fraternelle avec les pays du socialisme, avec toutes les forces révolutionnaires et progressistes actuelles* ».

Kurt Bachmann a été plus agressif dans le choix de ses termes. Il faut dire qu'il prenait la parole devant un membre du Bureau politique du P.C. soviétique :

« *Nous condamnons résolument le chauvinisme de grande puissance et l'anti-soviétisme de la direction chinoise, qui est un obstacle sérieux pour la consolidation ultérieure de l'unité des Etats socialistes et du mouvement communiste mondial* ».

La différence avec le fragment de la thèse 17 ne réside pas seulement dans le ton. « L'activité nationaliste » (T. 17), c'est grave, mais on peut en revenir, et l'espoir en est d'ailleurs exprimé ; mais du « chauvinisme de grande puissance » à l'impérialisme, il n'y a plus très loin. Quant à « l'anti-soviétisme » évoqué dans le discours, au lieu de l'activité « scissionniste » de la thèse 17, il signifie purement et simplement « anticommunisme » (« *La principale tendance de l'anticommunisme, c'est l'antisoviétisme* », « *l'anticommunisme militant trouve surtout son expression dans l'antisoviétisme* », T. 38). Les thèses ayant été élaborées par le Comité directeur du D.K.P., en juin 1971, la phrase de Bachmann indique les premiers effets de la guerre indo-pakistanaise — qui venait de débuter quelques jours auparavant —

sur l'attitude des communistes allemands vis-à-vis de la Chine.

Trois semaines plus tard, la « Conférence de Ville » des Jeunesses communistes de Berlin-Ouest ataquait directement la politique de Pékin à propos de la création du Bangla Desh.

### L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

On sait ce qu'il faut entendre par cette expression lorsqu'elle est utilisée par les communistes se référant à l'Union soviétique : il s'agit pour eux uniquement de la fidélité à l'U.R.S.S. et, secondairement, de la révolution mondiale.

Le D.K.P. a renouvelé à son second Congrès ses assurances d'inébranlable attachement à Moscou : « *Le D.K.P. s'en tient au mot d'Ernst Thaelmann, suivant lequel l'attitude positive envers l'Union soviétique est le critère de tout véritable communiste* ».

« *Les intérêts de la classe ouvrière exigent une solidarité et une liaison étroite avec l'Union soviétique et les autres pays de la communauté des Etats socialistes* » (T. 17).

Il est à noter que « l'internationalisme prolétarien » du D.K.P. est à double obédience, si l'on peut dire. Tout texte évoquant le rôle de l'U.R.S.S. se voit automatiquement complété par une référence à l'Allemagne de l'Est : « *Les liens de la solidarité qui unissent le D.K.P. à l'Union soviétique et au P.C.U.S., à la R.D.A. et au S.E.D, aux autres pays de la communauté des Etats socialistes, au mouvement ouvrier révolutionnaire et au mouvement de libération anti-impérialiste dans le monde entier sont indestructibles* » (T. 17). Toute la thèse 18 traite de l'exemple de la R.D.A. pour les communistes ouest-allemands. Tous les dirigeants du D.K.P. ont rendu conjointement hommage à Moscou et à Berlin-Est au cours de leurs interventions. Ainsi, Max Reimann : « *Nous sommes fidèlement et fermement aux côtés du parti de Lénine, du P.C.U.S. Il en a été ainsi, il en est ainsi, et il en sera toujours de même. Après qu'à la suite de la deuxième guerre mondiale, une communauté d'Etats socialistes se soit constituée, dont l'Etat socialiste sur le sol allemand, la R.D.A., fait partie, il est tout naturel que les communistes en R.F.A. se distinguent par des relations particulièrement étroites envers cette R.D.A. socialiste. C'est de l'internationalisme prolétarien en action* ».

Herbert Mies : « *Nous ne suivrons pas les conseils de personnes extérieures au parti ou bien l'avis de quelques camarades isolés qui, sous prétexte de ménager l'anticommunisme, toujours fortement actif dans la classe ouvrière, voudraient que nous soyons réservés, pour ainsi dire par raison tactique, et que nous renoncions à nous référer offensivement à l'évolution et à la politique de l'Union soviétique, de la R.D.A. et d'autres pays socialistes* ».

Kurt Bachmann : « « *La défense du socialisme est le devoir international des communistes* ». *La justesse de notre attitude correspondant à ce principe à propos des événements de 1968 en Tchécoslovaquie a été entre temps complètement confirmée par le processus satisfaisant de consolidation de cette république socialiste* ». « *Le P.C.U.S., c'est l'avant-garde et la force dirigeante de tout le mouvement communiste mondial. Des relations particulièrement étroites et fraternelles nous unissent de même à ce parti frère, qui a créé le premier Etat socialiste sur le sol allemand et qui l'a victorieusement mené de l'avant, au Parti socialiste unifié d'Allemagne - S.E.D.* ».

## Problèmes spécifiques du D.K.P.

### D.K.P. ET K.P.D.

Le D.K.P., bien qu'officiellement né en 1968, ne se conçoit pas comme une formation nouvelle, mais bien comme la continuation du K.P.D., dissous en 1956. Cependant, pour des raisons évidentes, d'ordres juridique et politique, le K.P.D. continue théoriquement à subsister dans la clandestinité. En fait, il ne s'y manifeste plus depuis la « reconstitution » du P.C. allemand (tel fut, en effet, le terme employé par les communistes eux-mêmes en 1968 pour annoncer la création du D.K.P.). Mais la campagne pour la réautorisation du K.P.D., si elle a paru diminuer d'intensité ces derniers temps, n'a jamais cessé. La décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe frappant le K.P.D. constitue toujours, en effet, une menace latente sur les activités du nouveau P.C. En principe, le ministre de l'Intérieur de R.F.A. peut déclencher à tout moment une procédure de liquidation : l'identité de vues et de méthode entre le D.K.P. et le K.P.D. n'est niée par personne (ainsi tous les membres du Comité directeur du D.K.P., sauf *un*, appartenaient au K.P.D., etc...). Tant que la décision de Karlsruhe n'aura pas été annulée, le D.K.P. demeurera à la merci d'un remous quelconque de la politique intérieure en R.F.A. D'autre part, la réautorisation du K.P.D. marquerait une victoire morale incommensurable pour les communistes ouest-allemands, sans proportion avec le fait d'une tolérance basée sur des considérations de relations interallemandes et de délimitation des extrémismes.

Certains groupements gauchistes n'ont pas hésité à sauter dans ce qu'ils pensaient être une brèche du D.K.P., en reprenant sans vergogne le sigle proscrit : on compte au minimum trois K.P.D. maoïstes notables (dont deux « M.L. ») qui ont repris à leur compte la lutte contre la décision de 1956. Dans l'une de ces formations, on compte d'anciens membres du K.P.D. y ayant exercé des responsabilités (ainsi Ernst Aust, créateur d'un K.P.D. « M.L. »). Il est possible que cette situation ait joué un rôle non négligeable dans la nomination par le second congrès du K.P.D. de Max Reimann, l'ancien responsable du K.P.D. clandestin (ou plutôt, dans son cas particulier, « émigré » en R.D.A.), comme président d'honneur.

Dans son intervention, dont le style « simplicité prolétarienne » contrastait avec les autres discours à la tournure plus « sociologue », Max Reimann n'a pas manqué de plaider la cause du K.P.D. : « *L'anticommunisme est le malheur de notre peuple. C'est pourquoi nous ne cesserons pas de démasquer et de combattre l'anticommunisme. Nous ne cesserons pas de mener la lutte pour la levée de l'interdiction du K.P.D. Il est apparu clairement que cette interdiction doit tomber parce qu'elle est une arme contre le développement de la démocratie, contre tout progrès social dans ce pays* ».

La thèse 4, sur les attaques contre les droits et libertés démocratiques, dénonce la menace qui pèse sur le D.K.P. : « *L'interdiction anticonstitutionnelle du K.P.D. est maintenue comme moyen de pression contre toutes les forces démocratiques et socialistes, en particulier le D.K.P.* ».

La thèse 38 sur l'anticommunisme montre à quel point la question du maintien de la mise hors-la-loi du K.P.D. revêt d'importance : « *En République fédérale, l'anticommunisme a servi à interdire le K.P.D., à poursuivre des milliers de communistes et autres démocrates. L'anticommunisme fut à nouveau élevé en doctrine d'Etat et malgré l'amère expérience historique, continuellement poursuivi par tous les gouvernements* ».

Le D.K.P. touche là effectivement un point capital : la R.F.A. est née du rejet par une partie de l'Allemagne d'un système imposé à l'autre. L'abandon de la lutte contre le communisme par les autorités, qui serait consacré par la réautorisation du K.P.D., constituerait un début de rejet de la justification d'existence de la République fédérale.

Voilà pourquoi Kurt Bachmaan a une fois de plus proclamé : « *La levée de l'interdiction du K.P.D., interdiction qui sert aujourd'hui comme hier de base aux attaques contre les forces démocratiques et socialistes dans notre pays, demeure une exigence politique actuelle* ».

## LES PROBLÈMES INTERNES DU PARTI

L'état d'esprit des membres du D.K.P. a été évoqué par K. Bachmann et H. Mies dans leurs exposés. Ils ont dû reconnaître que tout n'était pas satisfaisant et que de sérieux efforts demeuraient à accomplir. Les militants communistes sont en effet exposés à un double danger : soit, s'enfermer sur eux-mêmes, éviter les discussions embarrassantes, ne pas sortir de leur tour d'ivoire — tendance au demeurant naturelle dans un groupement aux effectifs réduits, aux habitudes de clandestinité (1933 à 1945 - 1956 à 1968) et travaillé par un complexe de supériorité idéologique —, soit, au contraire, ceci surtout pour les nouveaux adhérents, discuter de trop, s'ouvrir ainsi aux arguments de l'adversaire et négliger le « travail pratique » pour l'affrontement doctrinal, terrain dangereux.

Herbert Mies a critiqué le repli sur soi-même : « *Certaines fédérations de notre parti n'ont pas encore compris que l'incitation aux actions doit trouver son complément naturel dans des discussions systématiques avec les ouvriers. Les dernières campagnes électorales en Rhénanie, Palatinat, à Brême et en Bade-Wurtemberg vous ont aussi enseigné à quel point cela était précisément nécessaire. Et notre capacité de transmettre à la classe ouvrière la clairvoyance dans les rapports de la situation sociale avec l'évolution politique, de la mener, pas à pas, non seulement à la lutte de classe économique, mais aussi politique et idéologique, est encore sous-développée* ».

Il définit aussitôt les limites de telles discussions :

« *On ne doit pas oublier que notre devoir ne consiste pas seulement à gagner au parti des jeunes gens grâce à des discussions théoriques, pas seulement à présenter la contradiction à tel ou tel opportuniste droitier ou gauchiste. Nous devons convaincre la masse des ouvriers de la nécessité du socialisme. Nous avons l'impression que ceci est parfois négligé* ».

De son côté, Bachmann a fait ressortir la nécessité des prises de contacts, dans la perspective de la « démocratie avancée » :

« *Nous, les communistes, nous étions et nous sommes constamment prêts à des entretiens avec toutes les forces antimonopolistiques, démocratiques et pacifistes, même si des divergences d'opinion existent sur beaucoup de questions. Mais il y a encore aujourd'hui des communistes qui esquivent ces entretiens par un travail de parti mal compris. Nous disons à ceux-là : un bon et actif communiste, qui ne cherche ni ne mène l'entretien personnel et la discussion publique avec d'autres forces progressistes, ne peut être à la hauteur de son rôle et de son devoir* ».

Sur certains points, Bachmann a été plus précis que H. Mies : « *Dans beaucoup de comités fédéraux, et même au Comité directeur du parti, il y a une incompréhension très répandue et peu de disposition à soutenir l'activité de notre cercle de travail pour la politique féminine. Si nous voulons, à l'avenir, lutter pour accroître notre influence dans le peuple travailleur, cela est difficilement imaginable sans amener plus activement les femmes vers et dans le parti, sans un encouragement général du travail politique parmi les femmes* ».

Cette remarque peut sembler secondaire. Mais elle revêt une très grande importance pour le D.K.P., qui a parmi ses thèmes les plus vulgarisés la mise en évidence de la promotion féminine en Allemagne de l'Est, par rapport à la condition inférieure des femmes en R.F.A. Cependant, les membres du D.K.P. eux-mêmes paraissent réticents au « féminisme actif ». Notons au passage l'attaque non nominale opérée par le président du parti contre un ou des membres du Comité directeur.

Entre le travail isolé, mais préservateur d'influences « scissionnistes », et les contacts multipliés, mais risquant d'aller au fond des choses, les militants doivent donc suivre la

voie du « travail de masse », seul susceptible, aux yeux des dirigeants du parti, de faire progresser l'organisation en évitant l'écueil des « discussions théoriques » qui obligent les militants à ne plus seulement répondre à des questions, mais à s'en poser.

### LES EFFECTIFS DU PARTI

Kurt Bachmann a indiqué que le D.K.P. comptait, à la date du 1er novembre 1971, 33.410 membres, organisés en 408 groupes d'entreprises et en 871 groupes de quartiers, ainsi qu'en 23 groupes universitaires. Il a précisé que, depuis le Congrès d'Essen (avril 1969), le parti avait été renforcé par 13.000 nouveaux membres (3), « surtout des jeunes », et a qualifié le fait de « succès », car « nos adversaires espéraient, en nous diffamant par l'étiquette de parti « dogmatique », nous repousser dans les limites d'une petite secte, isolée de la classe ouvrière et de la jeunesse ».

Déjà, sans parler de l'Italie, une simple comparaison avec le P.C. de la France, pays nettement moins peuplé que la R.F.A., montre que l'argumentation de Bachmann dépend du sens que l'on donne aux mots. De plus, et il n'en a pas été question au Congrès, du moins publiquement, les adhérents du D.K.P. se répartissent très inégalement suivant les Länder de la République fédérale, et les diverses consultations électorales traduisent cette variation considérable d'implantation.

Enfin, et c'est là le plus grave pour le D.K.P., le K.P.D. comptait, au moment de sa dissolution, en 1956, 78.000 membres. Le parti reconstitué n'en a pas la moitié après plus de trois années d'activité.

Cependant, deux éléments favorables au D.K.P. apparaissent :

— début octobre 1968, juste après la reconstitution (26-9-68), l'organisation comptait 9.085 adhérents. Sa croissance peut donc être considérée comme appréciable, et elle demeure continue ;

— les jeunes forment indiscutablement le gros des nouveaux adeptes (on constate le même phénomène au S.E.W. (le P.C. de Berlin-Ouest).

T. NICOLAS.

(3) Le D.K.P. a donc perdu au moins 2.000 membres dans l'intervalle, car, au Congrès d'Essen, il annoçait déjà 22.000 inscrits.

# Sihanouk au Nord-Vietnam et en Corée du Nord

NORODOM SIHANOUK a regagné Pékin le 29 mai 1972 après avoir passé huit semaines en Corée du Nord et visité le Nord-Est de la Chine populaire. Depuis son arrivée en exil, le 19 mars 1970, il ne s'était pas encore absenté aussi longtemps de sa résidence pékinoise.

Antérieurement, il avait effectué quelques voyages, baptisés « visites d'Etat », à Hanoï et à Pyongyang pour donner l'impression qu'il était libre de ses mouvements. En réalité, comme le fit remarquer alors un de ses anciens conseillers, « *Pékin a allongé sa laisse pour lui permettre d'aller de l'autre côté de la rue* ».

Chou En-laï, qui le connaît bien (depuis 1955), a exploité son tempérament violent, avide de vengeance, au mieux des intérêts de la politique chinoise. Dans les débuts de son séjour à Pékin, Sihanouk créa son « *Front uni national du Kampuchoa* » (F.U.N.K.), qui constitua le « *Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge* » (G.R.U.N.C.) avec la « bénédiction » de Chou En-laï. Pour donner des gages à ses « amis » chinois, Sihanouk lut à la radio de Pékin d'interminables « messages du peuple khmer », truffés de citations tronquées de dépêches d'agences occidentales paraissant ainsi favorables à sa cause.

Le résultat de ces activités fut décevant pour les dirigeants chinois, et ils ne tardèrent pas à faire comprendre à Sihanouk que le G.R.U.N.C. devait être modifié, élargi par l'entrée de sept vice-ministres ayant rang et prérogatives de ministres. Ces nouveaux venus « *sont tous des khmers rouges* », avoua Sihanouk. « *Le gouvernement est maintenant de tendance nettement communisante, car, sur dix-neuf ministres et vice-ministres, dix sont khmers rouges* ».

Ayant ainsi cédé aux *desiderata*, Sihanouk crut qu'il allait pouvoir réaliser la grande tournée hors d'Asie qu'il projetait en vue de renforcer son autorité internationale en allant plaider la cause du F.U.N.K., au cours de l'été 1970 à Alger, à Belgrade, peut-être même à Cuba et revenir en passant par la France avant de regagner Pékin via Moscou. Pékin ne le permit pas. Sihanouk fut autorisé seulement à aller voir son « frère affectionné Pham Van Dong », à Hanoï.

Le Premier ministre de la R.D.V. ne ménagea pas les embrassades au prince déchu, sans pour autant oublier ce que Sihanouk écrivait quelques semaines avant sa destitution : « *En ce qui concerne le Cambodge, il semble bien que le Vietnam le considère — tout comme le Laos, d'ailleurs — comme une chasse gardée. Depuis 1953, nous nous trouvons au Cambodge aux prises avec des rebelles dirigés et soutenus par les communistes vietnamiens, et les forces vietcong et nord-vietnamiennes infiltrées dans certaines de nos régions frontalières, adoptant une attitude de plus en plus agressive. Certes, nous avons reçu de nombreuses promesses de la part des communistes du Nord et du Sud, et nous en recevrons sans doute encore d'autres dans l'avenir. Mais nous savons par expérience que de telles promesses ne peuvent être accueillies qu'avec la plus extrême réserve, et nous*

*sommes en droit de douter qu'elles soient tenues par ceux qui nous les ont faites* » (1).

Sihanouk a oublié ses phrases significatives prouvant qu'il connaissait bien le problème communiste. Lors d'un premier voyage à Hanoï, il n'avait pas hésité, au cours d'une réunion de masse organisée par la municipalité de Hanoï, le 27 mai 1970, à avouer cyniquement : « *Le peuple khmer et moi-même avons réellement apporté au peuple vietnamien frère, luttant contre les impérialistes américains pour le salut de sa patrie, un appui et un soutien effectifs, c'est-à-dire autrement que verbaux* ».

Deux ans plus tard, en « visite d'Etat » en R.D.V., Sihanouk fut reçu par le président de la R.D.V., Ton Duc-thang, ainsi que par Lé Duan, Truong Chinh, Pham Van Dong, le général Giap, le ministre des Affaires étrangères Nguyen Duy-trinh. Dans le communiqué commun, signé le 5 mars 1972, par Ton Duc-thang et Norodom Sihanouk, tout plan de paix autre que celui en sept points du G.R.P., exigeant la capitulation des gouvernements légaux de Saïgon, de Phnom-Penh et de Vientiane, fut rejeté. Les deux signataires s'engagèrent d'un commun accord « *à libérer toute l'Indochine* » et « *assurer au Sud-Vietnam, au Cambodge et au Laos la possibilité de suivre la voie de l'indépendance, de la paix et la neutralité véritable* ». Dans ce document, on ne trouve aucun mot sur la R.D.V., Etat communiste qui ne peut pas être neutre ni indépendant, ni pacifique.

Sihanouk, dans ses « voyages d'Etat », était accompagné d'une suite imposante : sa femme, la princesse Monique ; sa belle-mère, Mme Pomme Péang ; des ministres, des vice-ministres, etc.

***

En Corée du Nord, Sihanouk participa aux cérémonies du soixantième anniversaire du président communiste nord-coréen, Kim Il-sung, qu'il qualifia, sans vergogne, de « héros légendaire », de « leader respecté et bien aimé ». Kim Il-sung, à cette occasion, se vit décerner, par le Présidium de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire démocratique de Corée, le titre de « Deux fois héros de la R.P.D.C. », tandis qu'on inaugurait sa statue gigantesque en bronze.

Devant de telles manifestations du culte de la personnalité, Sihanouk ne resta pas insensible (il se souvenait du temps où on le servait à genoux), mais, dans son discours, il exalta l'expérience nord-vietnamienne qui, à ses yeux, constitue un exemple pour le Cambodge :

« *Un mois en République populaire démocratique de Corée, c'est une expérience inestimable pour nous qui avons tant à apprendre de vous, aussi bien dans le domaine de la défense nationale que dans celui de la reconstruction nationale, puisque notre lutte doit être conçue non seulement en vue de recouvrer la liberté et la souveraineté nationale, mais également et surtout de développer notre pays après la libération.*

« *A cet égard, l'expérience de la République populaire démocratique de Corée est d'une* importance prodigieuse, *puisque, réduite en cendres par les agresseurs américains et de soi-disant « forces de l'O.N.U. », votre pays, grâce à vous, M. le Maréchal et votre peuple, dont vous êtes l'unique guide et leader, est devenu en un court laps de temps historique l'un des plus développés, des plus avancés parmi les pays dits « développés » dans le monde* ».

Sihanouk oubliait que ce furent les communistes coréens qui envahirent, en 1950, la Corée du Sud, ce qui provoqua l'intervention des troupes des Nations Unies et non l'inverse.

Au cours du banquet offert à Pyong Yang, le 26 avril 1972, à l'occasion du deuxième anniversaire de la « Conférence au sommet des peuples indochinois », organisée les 24 et 25 avril 1970, à Canton, sous la présidence de Sihanouk, celui-ci surenchérit dans le culte de la personnalité. Dans un interminable discours, il remercia la Corée du Nord de son « soutien total » et de sa « solidarité militante, y compris des aides multiples » apporté aux « peuples indochinois ». Il rendit à Kim Il-sung « *le plus reconnaissant et vibrant hommage.* Il l'appela « *héroïque et victorieux combattant anti-impérialiste qui est un grand exemple pour tous les résistants indochinois luttant contre l'impérialisme américain* ».

Et, débordant du cadre asiatique, Sihanouk, après avoir adressé ses « *vœux fervents au peuple coréen frère pour qu'il réalise bientôt la réunification pacifique du Sud avec le glorieux Nord de la patrie coréenne* », souhaita « *le retour de Taïwan à la Mère-Patrie* », puis égrena d'autres vœux : « *la libération* » de Guantanamo par « *le peuple cubain frère* », celle de la Palestine « *par le peuple palestinien frère et les autres peuples arabes frères* », « *aux peuples africains frères pour qu'ils triomphent totalement de leurs ennemis impérialistes, colonialistes et racistes* ».

Maintenant, Sihanouk a donné suffisament de gages au communisme pour que Pékin détache la laisse et permette enfin à Sihanouk de voyager hors d'Asie pour porter la « bonne parole » à d'autres pays.

En fait, dans la seconde quinzaine de juin, Sihanouk visitera la Roumanie, l'Albanie, la Yougoslavie, l'Algérie pendant dix jours, au moment des fêtes de l'indépendance, et la Mauritanie. Le gouvernement chinois a mis à sa disposition deux avions pour l'emmener avec sa suite dans ces nouveaux « voyages d'Etat ».

Sihanouk aura peut-être le temps, pendant ces vols, de méditer cette phrase qu'il prononça en public, le 4 octobre 1967 :

« *Quand on est pris dans l'engrenage du communisme, on n'est plus libre, on abdique sa dignité d'homme* ».

André TONG.

(1) *Preuves*, 2e trimestre 1970.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST paraîtra le Lundi 3 Juillet 1972**

**Le numéro : 3,00 F**

Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e
*Le Directeur de la Publication* : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussmann (8e)